

**IL Y A 70 ANS,
LE 2 SEPTEMBRE 1945,
LE JAPON CAPITULAIT :
LA 2^E GUERRE MONDIALE
PRENAIT FIN**

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD
FONDE DANS LA CLANDESTINITE EN 1941

Rédaction-Administration, 79, rue Saint-Blaise, 75020 Paris

N° 1294-1295-1296 - Juillet-Août-Septembre 2015

23 AOÛT 2015 : L'ANACR A RAVIVÉ LA FLAMME



En ravivant comme chaque 23 août la Flamme sur la sépulture du Soldat inconnu, sous l'Arc-de-Triomphe, place de l'Etoile - Charles-de-Gaulle, l'ANACR rendait, en cette année de 70^e anniversaire de la Victoire sur le nazisme, un hommage solennel à toutes celles et à tous ceux qui, dans rangs de la Résistance sur le sol national occupé, dans ceux de la France Libre et de la France combattante, dans ceux de la 1^{re} Armée, et dans les camps de la morts nazis, sont tombés pour que la France soit libérée du joug de l'occupant et de ses complices pétainistes, pour que son peuple retrouve sa liberté, pour vaincre le nazisme et ses alliés fascistes.

Madame Rose-Marie Antoine, Directrice générale de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG), représentait Monsieur Jean-Marc Todeschini, Secrétaire d'Etat chargé des Anciens Combattants et de la Mémoire auprès du ministre de la Défense. Ont aussi fait l'honneur de leur présence M. Jacques Goujat, Président de l'Union Française des Associations de Combattants (UFAC) et de la FNCPG-CTAM, M. Robert Créange, secrétaire général de l'Association pour le souvenir des fusillés du Mont-Valérien et de l'Ile-de-France, secrétaire général du Comité des 35 martyrs de la Cascade du Bois de Boulogne, M. Raphael Vahé, Président de l'ARAC, Mme Anita Beaudoin, secrétaire générale de la FNDIRP, ainsi que plusieurs élus.

Plusieurs dizaines d'adhérent(e)s de l'ANACR, de ses comités de Paris et de la Région parisienne mais aussi venus de départements plus éloignés (tel l'Aisne), ainsi que de Libération Nationale PTT, étaient présents. La direction nationale de l'ANACR était représentée par Louis Cortot, Président, Compagnon de la Libération, Jacques Weiller, vice-président, qui avait pris la parole quelques heures plus tôt au nom de l'ANACR à la cérémonie annuelle d'hommage aux Martyrs de la Cascade du Bois de Boulogne, Jacques Varin, secrétaire général, Robert Foreau-Fenier, vice-président, Charles Sancet, Christiane Tardif, membres du Bureau national, Louis Segrestan, Guy Frezoul et Colette Palarès, membres du Conseil National, Jean-Paul Marie, membre de la Commission Nationale de Contrôle Financier.

La Gerbe de M. le Secrétaire d'Etat fut déposée par Madame Antoine, celle de la Direction nationale de l'ANACR par Louis Cortot et Jacques Weiller, celle du Comité de Paris de l'ANACR par Jacques Varin.

La musique des Gardiens de la paix de Paris interpréta la Marseillaise, le Chant des Partisans et les sonneries.

SOUTENIR L'ACTION DE L'ANACR



**Donner à l'ANACR
les moyens
de vivre
et de lutter
pour les idéaux
de la Résistance !**

Chaque année, l'effort financier fait par les adhérents et par les Amis de l'ANACR, en souscrivant les bons de soutien, en les diffusant autour d'eux, est une aide précieuse irremplaçable pour notre Association, pour lui conserver les moyens financiers de son combat pour la mémoire et les valeurs de la Résistance, pour lutter contre les résurgences du fascisme.
Les talons des bons de soutien pourront être, accompagnés de leur règlement, renvoyés au siège national jusqu'au **31 janvier 2016**.

DANS NOTRE SOMMAIRE :

- P. 2 : Journée Nationale de la Résistance
- P. 3 : Editorial
- P. 4-5 : Le Statut des Juifs
- P. 6-7 : La Résistance dans l'Orne
- P. 8 à 15 : Le Dossier : Les 24 Compagnons de la Libération membres de l'ANACR
- P. 16-17 : La Résistance macédonienne
- P. 18 à 21 : 70^e anniversaire du Centre Delestraint-Fabien
- P. 22 : Nos deuils
- P. 23 : Avis de recherche
- P. 24 : Les livres

JOURNEE NATIONALE DE LA RESISTANCE

Pour la seconde année consécutive, la Journée Nationale de la Résistance a été célébrée le 27 mai dans la quasi-totalité des départements, le plus souvent avec la participation des autorités de l'Etat. Nous évoquons ci-dessous cette commémoration dans quelques départements. Dans notre prochaine édition, nous l'évoquerons dans plusieurs autres (Eure, Nièvre, Moselle, Isère, Indre, Landes, Haute-Savoie, Haute-Garonne...).

ALPES-MARITIMES

MENTON a commémoré le 27 mai, devant le Monument de la Résistance place Koenig, la Journée Nationale de la Résistance en présence d'Anciens Combattants et Résistants, de plusieurs personnalités dont M. Yannick Andriana, premier conseiller de l'Ambassade de France à Monaco, ambassadeur de France à Monaco, de M. Hervé Dellerba représentant le maire de Sainte-Agnès, du major Franck Boucher, commandant la communauté de brigades de Menton-Sospel, d'enseignants et chefs d'établissements scolaires, et avec la participation de plus d'une centaine d'élèves des collèges de Menton et de Roquebrune, notamment ceux qui ont participé cette année au Concours National de la Résistance et de la Déportation, certains ayant effectué début mai au «voyage de la mémoire» organisé sur le site d'Auschwitz-Birkenau. 28 d'entre eux ont été couronnés, mais tous ont été récompensés par des livres.

Le 27 mai 2015 à 18 heures, dans le Jardin de la Villa Thiole à NICE, M. Sébastien Humbert, Sous-Préfet, Secrétaire général adjoint, représentant M. Adolphe Colrat, Préfet des Alpes-Maritimes, a présidé une cérémonie en présence de MM. Olivier Robaut, adjoint au Maire de Nice, Conseiller Municipal en charge des Anciens Combattants et de la Relation Armée-Nation, représentant Christian Estrosi, Député-Maire de Nice, Président de la Métropole Nice-Côte d'Azur, Eric Ciotti, député, Président du Conseil Départemental des Alpes-Maritimes, du Colonel Jean-Pierre Bedu, Délégué Militaire Départemental des Alpes-Maritimes, et de l'ensemble du monde combattant.

LOT

CAHORS, le 27 mai dans la matinée, Mme Catherine Ferrier, Préfète du Lot, a dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance visité le Musée de la Résistance et de la Déportation du Lot situé place Bessières, guidée par le directeur du musée, André Nouman. Elle était accompagnée de M. Patrick Vincent, directeur des Anciens combattants du Lot, du Colonel Zavras, de la commissaire Véronique Jacob ainsi que de Résistants lotois, devant lesquels elle a lu avec solennité le message du Secrétaire d'Etat aux Anciens combattants. Après avoir déposé une gerbe devant le portrait du héros de la Résistance lotoise, Jean-Jacques Chapou, elle a tenu à observer une minute de silence, avant de visiter les deux étages du musée lotois qui accueille annuellement près de 3 000 visiteurs.

COTES-D'ARMOR

SAINT-BRIEUC. Une cérémonie d'hommage a été organisée était organisée au Monument aux Morts de la place Saint-Michel, en présence des autorités civiles et militaires, dans le cadre de la Journée nationale de la Résistance. Instituée l'an dernier, cette journée du 27 mai fait référence à la première réunion du Conseil national de la Résistance (CNR), qui s'était tenue le 27 mai 1943 au 48, rue du Four, à Paris. Après un discours sur les valeurs portées par la Résistance, la chorale de l'Épide de Lanrodec a entonné le Chant des Partisans. Puis, tour à tour, deux associations d'anciens combattants, la ville (représentée par l'adjoint au maire Alain Écobichon) et le préfet Pierre Lambert, ont déposé des gerbes au pied du monument de la Résistance.

A **TREDARZEC**, La cérémonie cantonale de commémoration de la Journée Nationale de la Résistance s'est déroulée mercredi 27 mai, en présence des élus de la Presqu'île et des conseillers départementaux Isabelle Nicolas et Pierrick Gouronnec. Les porte-drapeaux, venus en nombre, ont accompagné le maître de cérémonie, Jean-Pierre Broudic. «Cette cérémonie est particulièrement émouvante compte tenu de l'actualité avec l'entrée au Panthéon de Germaine Tillon, Geneviève de Gaulle-Anthonioz, Pierre Brossolette et Jean Zay», a souligné le maire, Yvon Le Séguillon. Thomas Hillion, président départemental de l'ANACR, particulièrement touché de l'accueil réservé à l'Anac par la municipalité de Trédarzec, a procédé au dépôt de gerbe avec Arielle Bonnin, fille de Résistant et les conseillers départementaux. Mairie.

BEGARD : Lors de la commémoration de la Journée de la Résistance, le message de Louis Cortot a été lu par Pierre Martin, coprésident national de l'ANACR, puis celui du Secrétaire d'Etat par M. Gérard Caer, maire de Bégard. Des gerbes ont été déposées au Monument aux Morts. En mairie, Pierre Martin remercia les Associations du Canton présentes, salua la présence d'Amis de Louargat, de Pluzunet..., évoqua la création du CNR,

des figures de la Résistance locale et nationale. Pour conclure, le maire rappela l'appui de Bégard à la Journée Nationale de la Résistance, et remercia les porte-drapeaux, personnels communaux, élus, musiciens.

PLOUHA : C'est à la stèle de la maison d'Alphonse, en présence des deux dernières résistantes du réseau Shelburn, Marguerite Pierre et d'Anne Ropers, anciennes résistantes du réseau Shelburn et de Marie Le Du, déportée, que s'est déroulée mercredi 27 mai, dans le cadre de la Journée Nationale de la Résistance, une cérémonie avec des représentants d'associations patriotiques, des élus, des élèves de CM2 de l'école Théophile-Le Lannou et des élèves de 3^e du collège Saint-Pierre. Après le dépôt de gerbe, le maire de Plouha, Éric Duval, a rappelé «ce moment compliqué de l'Histoire», ainsi que le travail des Résistants de Shelburn.

GUINGAMP : la cérémonie, à l'occasion de la Journée Nationale de la Résistance, a eu lieu le 27 mai, à partir de 10 h 50, avec le rassemblement des autorités officielles à hauteur du pavillon central, place du Vally. D'autres manifestations ont aussi eu lieu à **CALLAC**, **PLESTIN-LES-GRÈVES**, **LAN-NION**, **TRÉBUDEN**...

LOT-ET-GARONNE

A **AGEN**, la cérémonie commémorative de la Journée nationale de la Résistance s'est déroulée au Monument aux Morts, place Armand Fallières, sous la présidence du préfet, Denis Conus, en présence de personnalités civiles et militaires, d'un détachement du 48^e régiment de Transmissions d'Agen, et de la présidente départementale de l'ANACR Brigitte Moreno, qui a rappelé le rôle de la Résistance et l'action des Résistants, toute cette Armée de l'ombre qui a permis, avec ceux envoyés sur les différents fronts, d'arrêter les massacres commis par les ennemis de la France et de l'Europe. A l'issue de la cérémonie ouverte par le Chant des Partisans et la lecture du message de Louis Cortot, Président national de l'ANACR, deux lycéens de première L du lycée de Saint-Caprais, Aurore et Barthélémy, et une collégienne de Paul-Dangla, Héloïse, ont évoqué les figures de Geneviève Anthonioz-de Gaulle, Pierre Brossolette, Germaine Tillon et Jean Zay. L'après-midi, le Préfet, Denis Conus, recevait dans ses salons l'ANACR, les lauréats du CNRD, d'autres associations et de nombreuses personnalités.

BLANQUEFORT-SUR-BRIOLANCE, «Résister doit continuer à s'écrire au présent...». Ces propos de Lucie Aubrac, Mme Sophie Gargowitch, maire de Blanquefort et Conseillère départementale, les a répétés mercredi matin aux enfants de l'école rassemblés, avec elle, au pied du monument aux morts de la commune lors de la cérémonie organisée à l'occasion de la Journée nationale de la Résistance. En présence de nombreux anciens combattants et résistants, des représentants locaux de l'Anacr et d'élus de la vallée, les enfants ont entonné «Le Chant des partisans» et «La Marseillaise» avant d'effectuer un lâcher de ballons bleu-blanc-rouge, porteurs des messages d'espoir qu'ils avaient préparés.

A **CASTELJALOUX**, A l'occasion de la journée nationale de la Résistance l'ANACR a rendu un hommage aux Résistants en terre de Gascogne. Avant de se réunir à Casteljalous pour cette cérémonie en présence d'un public fourni et de nombreux s'est réuni autour des drapeaux, les membres de l'ANACR étaient allés à Saint-Martin-de-Curton, où les enfants de l'école accompagnés de leur enseignante ont chanté la «Marseillaise», et où André Courège, âgé de 93 ans, a rappelé ses souvenirs du maquis de Vény composé de 120 hommes. Le périple s'est poursuivi dans la commune girondine limitrophe de l'Ern-et-Musset où Madame Lagardère, maire de la commune, a accompagné la délégation de l'ANACR à la stèle des 7 résistants tués le matin du 27 mars 1943. Le parcours s'est terminé à Casteljalous en présence de M. Gabriel Pichon, (président de l'union départementale des anciens combattants représentant Jean-Claude Guénin), de Mme Hélène Laulan (conseillère départementale), et Jenny François (présidente locale de l'ANACR). Un vin d'honneur a clôturé cette manifestation.

A **VILLENEUVE-SUR-LOT**, une gerbe a été déposée ce 27 mai devant la stèle de Pierre Deruel, un jeune Résistant villeneuvois dénoncé par des mouchards et abattu le 11 mai 1944. L'ANACR de Villeneuve prenant aussi le relais de la mémoire du «Groupe Dollé».

A **PENNE-D'AGENAIS**, Guy Victor, Président du Comité local de l'ANACR, prit la parole devant les élèves de l'Ecole Jean-Moulin.

Diverses autres manifestations du souvenir ont eu lieu à **AIGUILLON**, **FEUGAROLLES**, **FUMEL**, **MARMADE**, **MONFLANQUIN**, **NÉRAC**...

SE RAPPELER LE PASSÉ POUR NE PAS LE REVIVRE

Le Monde contemporain suscite des inquiétudes grandissantes dans notre pays mais aussi dans bien d'autres, car il n'est pas sans évoquer les années de l'entre-deux guerres, même si comparaison n'étant pas raison, les différences sont pour le moins aussi réelles que les similitudes.

Des similitudes, il y en a d'évidentes : sur le plan social, le chômage de masse depuis 30 ans a généré dans notre pays les «Restos du Cœur», qui ne sont pas sans rappeler les soupes populaires des années trente, sur le plan économique les fermetures d'entreprise et les faillites de commerces, ainsi que les soubresauts de la crise monétaire, évoquent celle de 1929. Sur le plan du débat politique, le discrédit contemporain affectant nombre de ses structures et de ses acteurs nourrit une désaffection à l'égard des urnes voire un discours «tous pourris», déjà celui de l'antiparlementarisme des années trente. Quant aux récents scandales politico-financiers (Affaire Elf, Affaire des frégates, affaires de financement de campagnes et de partis, etc.), ils n'améliorent aujourd'hui pas plus qu'hier l'Affaire Stavisky l'image de la vie publique...

Les relations internationales ne sont pas non plus sans réminiscences du passé. La dislocation des empires russe, austro-hongrois et ottoman au lendemain de la Première Guerre mondiale a vu naître de nouveaux Etats incluant dans leurs frontières des minorités, le plus souvent de citoyens de seconde zone ; et entraîna des massacres, tel celui des Arméniens – victimes du nationalisme turc – qui fit plus d'un million de morts et conduisit pour survivre des centaines de milliers d'entre eux sur les routes de l'exil dont près de 60 000 en France, ou ceux concomitants de 600 000 Assyriens chrétiens, 500 000 Yézidis et 350 000 Grecs. Notre monde contemporain est celui des épurations ethniques et religieuses, hier dans l'ex-Yougoslavie, au Rwanda, en Birmanie, aujourd'hui en Syrie et Irak du fait de Daesh.

Et l'entre-deux guerres a vu non seulement l'approfondissement légitime du sentiment national s'opposant à l'oppression nationale mais aussi la montée des nationalismes d'exclusion et d'expansion conduisant sur le plan intérieur au rejet de l'étranger, de l'immigré, et, sur le plan extérieur, notamment en utilisant l'argument des minorités ou des parentés ethniques, à des agressions : l'on se rappelle l'Anschluss de l'Autriche, puis l'annexion des Sudètes, puis celles de Memel et de Dantzig, et l'attaque de la Pologne pour venir au secours de la minorité allemande soi-disant opprimée. Toute ressemblance contemporaine...

L'entre-deux guerres fut aussi la période de la naissance du fascisme puis, à la faveur des crises que connut alors le monde, celle de son expansion dans la plupart des pays d'Europe, avec la spécificité qui fut celle du nazisme ; dans notre pays aussi la menace se concrétisa : des Ligues tentèrent le 6 février 1934 de renverser la République comme Franco le fit quelques années après en Espagne. Huit décennies plus tard, surfant sur la crise politique, économique, sociale et morale, les discours d'extrême-droite, «antisystème», xénophobe voire même pour certains ressuscitant l'antisémitisme, ont un écho grandissant que traduit la progression électorale dans la quasi-totalité des pays d'Europe – y compris le nôtre – des formations ou courants politiques qui les tiennent.

Pour autant, sommes-nous, malgré ces similitudes avec lui, condamnés à revivre le passé ? En premier lieu, à la différence de l'entre-deux guerres, nous savons – même s'il reste d'évidence à diffuser cette connaissance parmi les générations contemporaines qui peuvent l'ignorer – à quoi ont conduit les discours et postures ultra-nationalistes, xénophobes, racistes, les agressions contre des pays indépendants : à la guerre la plus généralisée et la plus meurtrière qu'ait connu le monde durant toute son histoire, au génocide de millions de personnes en Europe et en Asie. Rappeler cela à nos concitoyens, et souligner le rôle que peut – que devrait – jouer l'ONU, car c'est la mission que lui ont assignée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale ses fondateurs, dans la prévention et la résolution des conflits ; tels ceux en cours ou potentiels au Proche-Orient, en mer de Chine, à l'Est de l'Europe, fait partie du combat antifasciste, démocratique et pour la Paix qui doit être le nôtre.

Depuis sa mise en œuvre à l'automne 1944 par le Gouvernement de la France libérée, le Programme du CNR a dessiné les contours de notre pacte démocratique et social jusqu'à nos jours, a mis en place la Sécurité sociale, un système de retraite, une indemnisation du chômage ; ce qui, malgré les remises en cause les ayant affectés, ou les menaçant, différencie notablement la situation sociale contemporaine de celle de l'entre-deux guerres. Faire connaître au plus grand nombre le Programme du CNR contribue à nourrir notre débat démocratique, chacun pouvant y trouver au-delà de convictions différentes des enseignements pour le présent et l'avenir. A l'heure des choix citoyens, il importe de rappeler l'Histoire pour les éclairer.

Louis CORTOT

DANS NOTRE AGENDA

LE 25 NOVEMBRE 2015

Conseil National de
L'ANACR* *
***28 DÉCEMBRE : HOMMAGE
À FABIEN AU CIMETIÈRE DU
PÈRE-LACHAISE À PARIS**

Comme chaque année, l'ANACR rendra, avec les anciens du 15-1, hommage à Pierre Georges, le colonel Fabien, tombé avec plusieurs de ses camarades de combat à Habsheim, le 27 décembre 1944.

Et s'inclinera sur la sépulture de Pierre Villon, secrétaire général du Front National clandestin, vice-président du CNR et Président du Comac, Président de l'ANACR durant de nombreuses années.

On se réunira à l'entrée du Père-Lachaise à 10h30, la cérémonie débutera à 11h.

3 OCTOBRE 1940 : LE PREMIER «STATUT DES JUIFS»

Il y a 75 ans, l'autorité de fait dite «gouvernement de l'Etat Français» ou de «Vichy» promulguait un «Statut

des Juifs», qui – hélas – plongeait ses racines dans de tristes aspects de notre réalité nationale.

Quand en France le capitaine Alfred Dreyfus, après avoir été sur la base d'un dossier truqué par la haute hiérarchie militaire condamné au bagne le 22 décembre 1894 pour trahison, est dégradé dans la cour d'honneur de l'Ecole militaire à Paris le 5 janvier 1895, devant une foule haineuse criant «A bas le traître, à bas le Juif», un jeune Autrichien nommé Adolf Hitler n'a pas encore l'âge de 5 ans..., Goebbels n'a que 2 ans, Rosenberg, Hess et Goering n'ont qu'un an, Himmler, Heydrich, Eichmann ne sont pas encore nés...

Et cela fait dix ans que dans notre pays le journaliste et écrivain Edouard Drumont a publié en 1885 un pamphlet antisémite, *La France juive*, qui a connu un succès éditorial considérable et il a fondé en 1890 la «Ligue nationale antisémite de France», qui a trouvé un écho favorable dans les milieux nationalistes et catholiques.

UN MAL FRANCAIS

Figure majeure de l'extrême-droite française de la fin du 19^e siècle au début de la Seconde Guerre mondiale, le monarchiste Charles Maurras, fondateur de l'«Action Française», n'aura de cesse d'exprimer un antisémitisme dont on peut mesurer la violence peu avant et après l'accession de Léon Blum à la Présidence du Conseil lors du Front Populaire : «Ce Juif allemand naturalisé, ou fils de naturalisé... n'est pas à traiter comme une personne naturelle. C'est un monstre de la République démocratique. Et c'est un hircocerv¹ de la dialectique heimatlos². Détritus humain à traiter comme tel... L'heure est assez tragique pour comporter la réunion d'une cour martiale qui ne saurait fléchir. M. Reibel demande la peine de mort pour les espions. Est-elle imméritée pour les traîtres ? Vous me direz qu'un traître doit être de notre pays : M. Blum en est-il ? Il suffit qu'il ait usurpé notre nationalité pour la décomposer et la démembrer. Cet acte de volonté, pire qu'un acte de naissance, aggrave son cas. C'est un homme à fusiller, mais dans le dos» (*L'Action française*, 9 avril 1935). «C'est en tant que Juif qu'il faut voir, concevoir, entendre, combattre et abattre le Blum...» (*L'Action française*, 15 mai 1936).

C'est là un antisémitisme que partagent non seulement les ligues factieuses qui

ont tenté de renverser la République – telle la «Solidarité française», dont le chef, le commandant Jean-Renaud³ écrit le 8 février 1936 qu'en cas d'arrivée au pouvoir de son mouvement : «à 6 heures, suppression de la presse socialiste, à 7 heures, la Franc-maçonnerie est interdite, à 8 heures on fusille Léon Blum» – mais aussi, sans toujours avoir le verbe aussi virulent, de nombreux leaders de la droite, éditorialistes, écrivains. Tel, faisant référence à l'origine juive de Léon Blum, Maurice Bedel, lauréat du Prix Goncourt 1927, qui écrit en 1937 : «M. le Président du Conseil, venu d'une race errante (...), se sentait incommodé d'être le chef d'un peuple étranger à sa chair».

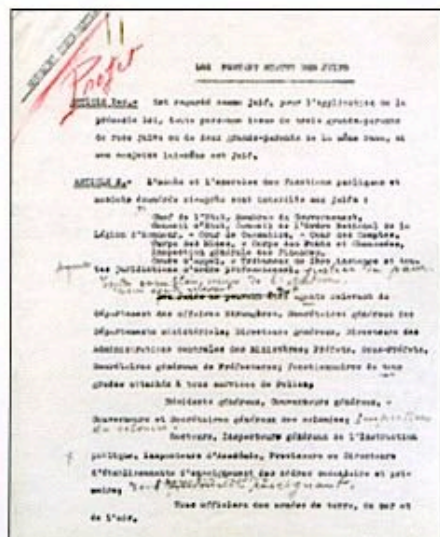
Député de droite (Fédération républicaine) de l'Ardèche, Xavier Vallat, interpellé le 6 juin 1936 à la Chambre des députés le nouveau Président du Conseil, Léon Blum et déclare : «Pour la première fois, ce vieux pays gallo-romain sera gouverné par un juif (...). Pour gouverner cette nation paysanne qu'est la France, il vaut mieux avoir quelqu'un dont les origines, si modestes soient-elles, se perdent dans les entrailles de notre sol, qu'un talmudiste subtil».

Louis-Ferdinand Céline écrit en 1938 : «si vous voulez vraiment vous débarrasser des Juifs, alors, pas trente-six mille moyens, trente-six mille grimaces : le racisme !... Racisme ! Et pas un petit peu, du bout des lèvres, mais intégralement ! Absolument ! Inexorablement ! Comme la stérilisation Pasteur parfaite»⁴.

Louis Darquier de Pellepoix, fondateur du «Rassemblement antijuif de France», conseiller municipal de Paris, déclare en 1937 au cours d'un meeting : «nous devons résoudre de toute urgence le problème juif, soit par l'expulsion soit par le massacre».

L'ANTISEMITISME AU POUVOIR

Ce sont ces hommes-là qui, à la faveur de la défaite de juin 1940 ayant conduit à l'instauration de l'Etat Français pétainiste le 10 juillet suivant, vont directement accéder au pouvoir ou du moins faire partie de ses conseillers, et inspirer, à partir d'une tradition autochtone et dans ses premiers temps sans pression de l'Occupant, la mise en place par le gouvernement dit de «Vichy» d'une politique antisémite que concrétise la publication



Mouture du Projet de Loi sur le Statut des Juifs, les corrections manuscrites sont de la main de Pétain.

le 3 octobre 1940 du premier «Statut des Juifs».

Ce «Statut des Juifs», promulgué moins de trois mois après la mise en place par le vote le 10 juillet 1940 des pleins pouvoirs à Pétain, a été précédé dès les premiers jours du régime pétainiste par des mesures xénophobes, à connotation antisémite sous-jacente ou explicite, telles la loi du 22 juillet 1940 «portant révision des naturalisations obtenues depuis 1927», qui prive de leur nationalité française et rend apatrides 15 000 personnes, dont environ 6 000 Juifs⁵, et la loi du 27 août 1940 abrogeant le décret-loi Marchandeau⁶ du 21 avril 1939 prévoyant des poursuites «lorsque la diffamation ou l'insulte, commise envers un groupe de personnes appartenant, par leur origine, à une race ou à une religion déterminée, aura eu pour but d'exciter à la haine entre les citoyens ou les habitants».

Dès lors, dès l'été 1940, la haine du Juif, peut s'exprimer sans frein et sans crainte, ne se camouflant plus au sein d'une xénophobie globalisante, laquelle – hier comme aujourd'hui – reste un marqueur commun fédérateur de l'extrême-droite et de la droite extrême.

Pour être la première, la loi du 3 octobre 1940 ne va pas être la seule loi antisémite prise par l'Etat Français avant que l'interférence, les pressions puis les injonctions de l'occupant nazi ne viennent aggraver

⁵ Soit 40% des personnes perdant leur nationalité française ; alors que les Juifs ne représentent que 5% des 195 000 naturalisations depuis 1927.

⁶ Paul Marchandeau, garde des sceaux, ministre de la Justice du 1^{er} novembre 1938 au 1^{er} septembre 1939. Radical-socialiste, il votera les pleins pouvoirs à Pétain.

¹ Littéralement : être hybride tenant du bouc et du cerf ; c'est-à-dire sans nature définie.

² Terme emprunté à l'allemand et signifiant littéralement «sans patrie».

³ Jean-Renaud sera durant la guerre un proche du Dr. Ménétrel, conseiller écouté de Pétain.

⁴ Céline : *L'Ecole des cadavres*, p. 264. Paris, 1938.

de manière dramatique le sort des Juifs, étrangers et français.

Dès le lendemain de la promulgation du premier «Statut des Juifs», une autre loi, du 4 octobre 1940, «sur les ressortissants étrangers de race juive», prévoit que «Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être internés dans des camps spéciaux par décision du préfet de leur résidence (art. 1)» et que «Les ressortissants étrangers de race juive pourront, en tout temps, se voir assigner une résidence forcée par le préfet du département du lieu de résidence».

Le 7 octobre 1940 est aboli le «Décret Crémieux» du 24 octobre 1870 par lequel «Les israélites indigènes des départements de l'Algérie sont déclarés citoyens français». Le 31 octobre 1940, un dahir (décret royal) imposé au sultan étend au Maroc le «statut des Juifs». En Tunisie, le premier décret discriminatoire est signé le 30 novembre par le Bey Ahmed II étroitement contrôlé par le Résident général français, l'amiral Esteva.

UN SINISTRE COMMISSARIAT

En France, le gouvernement dit de Vichy met en place le 29 mars 1941 un «Commissariat Général aux Questions juives» (CGQJ), dont la direction est confiée à Xavier Vallat⁷, ayant rang de secrétaire d'Etat, et qui va comprendre une «Direction de l'aryanisation économique» chargée de mettre en œuvre les mesures de spoliation des biens juifs, notamment commerciaux et industriels, et à partir d'octobre 1941 un service d'inspection transformé en janvier 1942 en Police des Questions Juives (PQJ). PQJ qui compte jusqu'à 1 200 employés, chargés de pourchasser les infractions au Statut des Juifs.

C'est lors d'un dîner le 5 mars 1941 à Paris réunissant l'ambassadeur nazi Otto Abetz et l'Amiral Darlan, chef du gouvernement pétainiste depuis le 2 février 1941, que fut décidée la création du CGQJ, qui marqua un tournant : celui du rapprochement puis de la coopération grandissante entre les services allemands et ceux de l'Etat Français concernant le sort des Juifs, le CGQJ ayant compétence sur les deux zones.

Dès lors, ces structures mises en place avec à leur tête des hommes ayant dès l'avant-guerre affiché leur haine des Juifs, voire appeler au meurtre contre eux, vont insérer l'Etat Français dans une collaboration active à la politique génocidaire des nazis : la rafle du Vel'd'hiv', menée par les services de police français, eut lieu les 16 et 17 juillet 1942, près de 4 mois avant l'invasion de la zone Sud.

Et, du 26 au 28 août suivant, en zone dite «libre», 6584 Juifs sont arrêtés et livrés aux Allemands pour être déportés !

⁷ Xavier Vallat sera remplacé en mai 1942 par Louis Darquier de Pellepoix. Lequel, réfugié chez Franco, condamné à mort en France par contumace, mourra dans son lit, en août 1980 près de Malaga.

Le Fichier Tulard, établi à l'automne 1940 par la police pétainiste et recensant 150 000 Juifs de Région parisienne par entrée alphabétique, rue, profession, nationalité et ayant servi à la rafle du Vel'd'Hiv', sera mis à disposition du service antijuif IVJ de la Gestapo.

Publié le 2 juin 1941, le «Second Statut des Juifs» a autorisé l'internement des Juifs français dans des camps... Ils deviendront pour eux aussi, comme pour les Juifs étrangers, bientôt des étapes vers les camps de la mort....

LOI DU 3 OCTOBRE 1940 (extraits) PORTANT STATUT DES JUIFS

(Journal Officiel du 18 octobre 1940.)

Article premier - Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif.

Art.2. - L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux Juifs :

1° Chef de l'Etat, membre du gouvernement, Conseil d'Etat, Conseil de l'Ordre national de la Légion d'honneur, Cour de Cassation, Cour des comptes, Corps des Mines, Corps des Ponts et Chaussées, Inspection générale des Finances, Cours d'appel, Tribunaux de première instance, Justices de Paix, toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues de l'élection ;

2° Agents relevant, du, département des Affaires étrangères, secrétaires généraux des départements ministériels, directeurs généraux, directeurs des administrations centrales des ministères, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux des préfectures, inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'Intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police ;

3° Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies, inspecteurs des colonies ;

4° Membres des corps enseignants ;

5° Officiers des Armées de terre, de Mer et de l'Air ;

6° Administrateurs, directeurs, secrétaires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, postes à la nomination du Gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

Art. 5. - Les juifs ne pourront, sans condition ni réserve, exercer l'une quelconque des professions suivantes :

Directeurs, gérants, rédacteurs de journaux, revues, agences ou périodiques, à l'exception de publications de caractère strictement scientifique. Directeurs, administrateurs, gérants d'entreprises ayant pour objet la fabrication, l'impression, la distribution, la présentation de films cinématographiques ; metteurs en scène et directeurs de prises de vues, compositeurs de scénarios, directeurs, administrateurs, gérants de salles de théâtres ou de cinématographie, entrepreneurs de spectacles, directeurs, administrateurs, gérants de toutes entreprises se rapportant à la radiodiffusion.

Art. 6. - En aucun cas, les juifs ne peuvent faire partie des organismes chargés de représenter les professions visées (...) ou d'en assurer la discipline.

Art. 7. - Les fonctionnaires juifs (...) cesseront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois qui suivront la promulgation de la présente loi...

Art. 9. - La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

LOI DU 2 JUIN 1941 (extraits)

remplaçant la loi du 3 octobre 1940 portant **STATUT DES JUIFS**

(Journal Officiel du 14 juin 1941)

Article 1^{er}. - Est regardé comme Juif :

1° Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive ;

2° Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940, et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

Art. 9. - Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est Français, est puni :

1° D'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 F à 10 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite...

LA RÉSISTANCE ORNAISE

Conséquence de l'invasion de la Pologne par la Wehrmacht nazie, la France – conjointement à la Grande-Bretagne – a déclaré la Guerre au Reich le 3 septembre 1939. Des camps d'internement regroupant plusieurs centaines de ressortissants allemands et autrichiens sont ouverts à Domfront, Argentan, Athis, Saint-Germain-de-la-Coudre, Damigny ; en leur sein parfois des... antinazis.

La «Drôle de Guerre» – durant laquelle le conflit, après une offensive française initiale en Sarre, se résume à quelques escarmouches sur la frontière germano-mosellane – prendra fin le 10 mai 1940, la Wehrmacht attaquant simultanément à l'Ouest les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg et, à travers les Ardennes, la France.

L'offensive allemande, qui fait fuir devant elle des millions de réfugiés hollandais, belges et du Nord de la France, va effectuer un vaste mouvement vers le sud-ouest en direction de la Manche, puis vers Paris, la Bretagne, les vallées de la Loire et du Rhône.

Isolant au Nord les forces alliées, ce qui conduit à la capitulation des Pays-Bas puis de la Belgique et à l'évacuation de Dunkerque par le corps franco-britannique, la Wehrmacht – prend ensuite la direction de la basse vallée de la Seine, Rouen étant prise le 9 juin, Vernon le 10 juin, Paris, déclarée ville ouverte, est occupée le 14 juin ; la ligne de défense française sur la Seine a vécu, le fleuve est franchi aussi à Pont-de-L'Arche, aux Andelys...

Progressant vers Cherbourg – qui sera prise le 19 juin, et la Bretagne, les troupes allemandes vont atteindre la limite occidentale de l'Orne : L'Aigle est occupée le 16 juin, le Perche et Alençon le 17 juin. La 7^e Panzer de Rommel et le X^e corps de Hoth traversent le département. 700 soldats – qui se sont battus à Rânes, Putanges, Carrouges... – et 70 civils auront été tués. Une Kommandantur s'installe provisoirement à la Préfecture.

L'OCCUPATION COMMENCE...

Commence la troisième occupation allemande en 125 ans : la première, prussienne, eut lieu en 1815 après la défaite napoléonienne de Waterloo, la seconde, après la chute du Second, du 23 novembre 1870 au 8 mars 1871 dans l'ouest du département (Mortagne, Gacé, Sées, Bellême, L'Aigle, Alençon...). Les mémoires familiales avaient transmis de fâcheux souvenirs de ces deux occupations.

Le 17 juin, Pétain demande l'armistice et appelle à cesser le combat : signé le 22 juin à Rethondes, il divise la France entre une Zone Sud non occupée où s'installe le régime pétainiste dit «de Vichy», et une Zone Nord et atlantique occupée, qui sépare une ligne de démarcation permettant le contrôle par les Allemands des mouvements des personnes et biens entre les deux zones.

La présence de la Wehrmacht dans l'Orne pendant les quatre années d'occupation sera moins dense que dans les départements côtiers du Calvados et de la Manche. La 216^e Division d'infanterie sera en partie stationnée à Bagnoles-de-l'Orne de juin à décembre 1941 avant de partir pour le front Est, la 7^e Division antiaérienne Flak sera brièvement positionnée à Fiers en avril 1942.

La situation changera au printemps 1944 alors que les Allemands s'attendent – sans en connaître évidemment la date – à un débarquement allié : fin février, des éléments de la *Panzerdivision SS Leibstandarte «Adolf Hitler»* arrivent à Tourouvre, d'autres de la 12^e S.S. *Panzerdivision Hitlerjugend* basée à Caen sont stationnés à partir d'avril 1944 à Vimoutiers, Trun, Mortagne-au-Perche, et en mai, des éléments de la division blindée *Panzer Lehr*, positionnée au Mans, sont stationnés à Bellême. Et quand la bataille de Normandie commencera après le débarquement...

Le poids de l'Occupation se fera cependant dramatiquement sentir dès ses premiers mois : dénoncé pour détention d'armes par une ancienne employée agricole et arrêté par la Wehrmacht, Pierre Baudu, cultivateur à Boucé, y est fusillé le 16 juillet 1940, ouvrier boulanger de 20 ans vivant à Alençon, Michel Coupri, qui avec un de ses camarades, Roger Coupé, a mis en place dans la nuit du 12 au 13 août 1940 des barrages routiers, démantelés par la gendarmerie, fut arrêté, incarcéré à la prison d'Argentan puis à celle d'Alençon et déferé devant un tribunal militaire allemand qui le condamna pour sabotage à sept ans de travaux forcés, Coupé l'étant à cinq ans de prison ; le jugement ayant été cassé par les instances judiciaires centrales allemande, un nouveau procès eu lieu le 29 août, Coupé fut condamné à 8 ans de prison et déporté en Allemagne, Michel Coupri étant condamné à mort. Malgré l'intervention du Préfet, il fut exécuté le 23 septembre 1940.

A l'administration française Pétainiste qui subsiste, représentée par un Préfet à Alençon et deux sous-préfets à Argentan et Mortagne, se superpose une administration militaire allemande, avec une *Felkommandantur* (754) et deux *Kreiskommandanturen* à Alençon (545) et Argentan (773).

Alençon sera le siège d'un régiment de sécurité, L'Aigle celui d'un bataillon de sécurité, La *Feldgendarmerie* sera représentée par 3 troupes positionnées à Fiers (n°773), Argentan (n°669) et Alençon (n°742), la Police secrète de campagne, (*Geheime Feldpolizei*, GFP), souvent confondue avec la «Gestapo», a un commissariat à Alençon. Quant à la «Gestapo» – de fait la Sipo (*Sicherheitspolizei*, police de sécurité) – *Sicherheitsdienst* (Service de sécurité de la SS, SD), son antenne extérieure (*Aussendienststelle*) d'Alençon dépend du *Kommandeur des Sipo und des SD (KdD)*, siégeant rue du Donjon à Rouen. Jusqu'au début 1944, l'Antenne d'Alençon sera dirigée par le Dr Harold Heinz («Bernard»), remplacé ensuite par Richard Reinhard (Hildebrand).

Toutes les structures de police et de sécurité allemandes coopéreront dans la répression de la résistance dont les premières manifestations nous l'avons vu datent de l'été 1940. Cette répression sera jusqu'au printemps 1942 essentiellement menée par la GFP et la *Feldgendarmerie*, puis après par la Sipo-SD.

Elle bénéficiera de la complicité active des services policiers du régime pétainiste, une complicité qui se ressera quand Jean Leguay est nommé le 30 janvier 1944 Préfet de l'Orne, après avoir été du 6 avril 1942 à décembre 1943 délégué du Secrétaire général



de la Police – qui n'est autre que René Bousquet – pour les territoires occupés. A ce titre, il avait participé avec les services allemands à la préparation de la Rafle du Vel'd'Hiv' des 16 et 17 juillet 1942.¹

UN MOUVEMENT PROGRESSISTE...

Formé en 1790 à partir de l'ancien duché d'Alençon et d'une partie du comté du Perche, l'Orne est un département rural, alors fortement marqué par l'influence qu'y exerce le clergé catholique et où s'étendra l'insurrection des Chouans ; notamment dans les cantons de l'ouest où cependant l'«Armée catholique et royale de Normandie» commandée par Frotté, qui a établi son quartier général à Fiers, subira le 31 mars 1796 une défaite devant le bourg «patriote» – c'est-à-dire républicain – de Tinchebray.

Pendant plus d'un siècle, on observera une différenciation politique entre les campagnes conservatrices – surtout de l'ouest et du Centre du département – et les bourgs, acquis aux idées de progrès et où se développera, conjointement à une industrialisation de petites entreprises (petite métallurgie puis tissage de coton), un mouvement ouvrier.

Mentionnons aussi à l'ouest, l'exploitation à partir du début du XX^e siècle du bassin minier de fer autour de la Ferrière-aux-Étangs et de Saint-Clair-de-Halouze, où travaillent vers 1930 plus de 500 ouvriers. En 1914, le secteur industriel emploie 50 000 ouvriers.

Le département connaîtra des problèmes religieux et sociaux : en 1905-1906, la séparation de l'Eglise et de l'Etat conduit à des affrontements avec la gendarmerie et l'armée, en 1907 les ouvriers de Fiers mènent une «grève des Cent-jours» lock-outée.

Après la Première guerre mondiale, lors de laquelle 10 500 soldats de l'Orne sont tombés, le département va être affecté par la crise de 1929, les prix agricoles s'effondrent, le chômage s'envole : en février 1936, sur 9 000 ouvriers d'usine ornaï, 700 sont au chômage total, 4 000 au chômage partiel.

Dans ce contexte, le Front populaire en mai-juin 1936 aura un écho dans le département : 3 000 tisserands de Fiers sont en grève, des grèves éclatent dans les mines de fer, dans les dépôts de chemin de fer d'Argentan, d'Alençon, dans des entreprises de Domfront, Tinchebray, L'Aigle, Mortagne, dans la région

¹ Suspendu le 11 novembre 1944 de ses fonctions à partir du 15 août 1944, il est révoqué le 25 mai 1945 ; sa révocation sera annulée par le Conseil d'Etat en mai 1955 et il est réintégré dans le corps préfectoral en 1957 avant d'être mis à la retraite en 1966. Vice-président de la distribution des Parfums Nina Ricci aux États-Unis de 1950 à 1957, il termine en 1974 une carrière professionnelle comme Président du groupe pharmaceutique Werner-Lambert International. En 1979 une instruction fut ouverte contre lui pour crime contre l'humanité, pour son rôle dans la déportation des Juifs ; mais il mourut avant tout procès.

d'Athis (telle l'usine Ferodo à Saint-Honorine-la-Chardonne)... La CGT s'implante autour de L'Aigle, la CFTC dans la région de Flers. Aux élections législatives, les communistes progressent dans la circonscription d'Argentan...

Les questions internationales vont, elles aussi, avoir un écho : deux antifascistes italiens, les frères Carlo et Nello Rosselli, sont - sur mandat de Mussolini qui la finance et l'arme - assassinés le 9 juin 1937 à Bagnoles-de-l'Orne par «la Cagoule», organisation fasciste clandestine française ayant des ramifications dans l'armée et qui ne répugne pas à l'assassinat et à l'attentat terroriste.

En Espagne, Franco mène avec le soutien de Mussolini et d'Hitler une insurrection militaire contre la République et le «Frente populaire», que vont venir défendre des antifascistes de tous pays, qui formeront les «Brigades internationales», que rejoindra par exemple dès novembre 1936 Jean Rancez², un garçon coiffeur de la Borde (Ceton), dans le Perche. La solidarité avec l'Espagne, ce sera la collecte de boîtes de lait pour les enfants de Madrid, et aussi l'accueil en juillet et août 1937 de 700 réfugiés - hommes, femmes, enfants - évacués de la zone nord (Asturies, Pays Basque, Cantabrie) tombée aux mains des franquistes, et répartis à Sées, la Ferté-Macé et Domfront. Et en février 1939, la chute de la Catalogne dirige 1 700 autres réfugiés vers Silly-en-Gouffern, Ecouché, Flers, Mortagne, Sées, la Ferté-Macé...

Ainsi, alors que tous les parlementaires ornaïens ont approuvé les accords de Munich et qu'ils ont voté les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 ou prudemment n'ont pas pris part au vote, il existe dans l'Orne un mouvement ouvrier, des forces politiques progressistes, républicaines, ils vont être le vivier où en premier lieu la Résistance va recruter.

LA RESISTANCE S'ORGANISE...

Pierre Baudu, fusillé à Alençon le 16 juillet 1940, Michel Couprie, fusillé le 22 septembre suivant, témoignent tragiquement d'une Résistance à ses débuts souvent spontanée.

Dans l'Ouest du département, Robert Bernier, transporteur à Saint-Georges-des-Groisiers, met en place dès août 1940 une filière de prisonniers évadés qu'il convoie jusqu'à un point de passage de la ligne de démarcation dans la Vienne.

Mais, la Résistance va prendre rapidement une forme organisée, de mouvements, de réseaux et - à partir de 1943 - de maquis. Et cela autour de trois pôles, le premier constitué autour du Parti communiste clandestin, avec le Front National de Lutte pour la Libération et l'Indépendance de la France, constitué en mars 1941 et les Francs-tireurs et Partisans Français (FTP), formés en 1942, le second, autour de l'Organisation Civile et Militaire (O.C.M.), fondée en décembre 1940, et le troisième, autour du mouvement «Libération-Nord» né en décembre 1940.

Membre de la première direction illégale de la fédération communiste de l'Orne après l'interdiction en septembre 1939 du PC suite à son approbation du Pacte germano-sovié-

tique, Eugène Garnier organise à l'automne 1940 dans la région de Flers des réunions clandestines, avec notamment Paul Saniez, Faustin Merle, Henri Viénard qui, arrêté le 13 septembre 1941 après une distribution de tracts, fut condamné à mort et fusillé à Caen le 12 novembre 1941.

Le Parti communiste clandestin se réorganise aussi à Tinchebray (avec Louis Fernex), L'Aigle, à Argentan (avec Lucien Blin), à Mortagne, à Bellême à la Ferté-Macé autour de plusieurs de ses cadres d'avant-guerre qui, pour beaucoup - tels Christ Vanier, Clément Richard, Pierre Denis - seront arrêtés fin 1941 par la police ou la gendarmerie française, remis aux Allemands et déportés.

Avant d'être arrêté le 18 octobre, Eugène Garnier avait rencontré au début du mois à Flers Pierre Georges - le futur colonel Fabien - venu pour initier le développement de l'action armée et de sabotages, notamment dans la Vallée de la Vère, qui sera en 1943-1944 une zone de maquis FTP, avec une participation de soldats soviétiques évadés.

Les sabotages à l'initiative des FTP furent nombreux : au dépôt SNCF d'Argentan où agissait le groupe de Jean Soubabère, Robert Marrière, Paul Valet, Albert Giroux, contre des lignes à haute tension, dans la région de Flers



Daniel Desmeulles



André Mazeline

sous la direction de Paul Saniez.

Et, notamment quand le STO conduira pour y échapper de nombreux jeunes - 4 300 le refusent³ - à choisir l'illégalité, les maquis vont se multiplier et grossir. Ainsi, dans le secteur de Mortagne, André Vaudron prendra en juillet 1943 la tête d'un maquis qui sera démantelé le 4 août 1944 ; il y aura le maquis FTP basé au Moulin de Vignay, avec Henri et Robert Gagnaire, André Suriray, qui seront fusillés le 27 avril 1944 à la carrière des Aulnaies avec d'autres camarades, le maquis FTP de Trun, le groupe FTP de Sées, avec Jean Moreau...

En juillet 1942, Robert Aubin, recevra de dirigeants de l'OCM de Caen la mission - sous le pseudonyme de «Chanteloup» ou de «Jonquet» - d'implanter le mouvement dans l'Orne. Secondé par Edouard Paysant, il fera de l'OCM le principal mouvement du département, recrutant notamment des hommes comme Joseph Onfray, Daniel Desmeulles («Gérard»), futur chef des FFI de l'Orne, Jean Mazeline et son frère André («Marsouin»), lequel succédera le 20 juin 1944 à Desmeulles après que celui-ci a été arrêté suite au démantèlement du maquis de Lignéres-la-Doucelle. Un groupe de l'OCM existera à Echauffour,

un autre à Argentan, avec Etienne Panthou, responsable de l'Armée Secrète (A.S.) Robert Dugué, Xavier Vimal du Bouchet, Albert Barrière, Marcel Barraqué...

Quant au mouvement Libération-Nord, il va surtout s'implanter en 1943 principalement dans la Région de Flers autour d'Henri Laforest, de Durrmeyer, directeur de l'usine de Gaz de Flers, de l'hôtelier Fautrel, de Peschard, ils vont former des groupes francs dans la région, à Tinchebray, au Mesnil-Hubert...

D'autres structures de Résistance vont exister, tels le groupe «Vengeance» dans les cantons de Tourouvre, Trun, Chambois (avec Christian Echivard) ou le Bureau des Opérations aériennes (BOA) qui - sous la respon-



Etienne Panthou

Eugène Garnier

sabilité départementale d'Edouard Paysant, et dans le Perche sous celle de Roger Ruel - réceptionnera les parachutages d'armes.

Mentionnons aussi les réseaux de renseignements et d'évasion («Hector», «Alliance», «Foccart»...), la Résistance d'inspiration catholique autour d'André Vallée (J.O.C.) ou de Paulette Duhalde (réseau «Jeanne»)...

Et puis, au printemps 1944 et après le débarquement du 6 juin, les maquis vont se multiplier : outre ceux déjà cités, mentionnons ceux de Gouffern, Courcerault, de Mortagne, du Bois-de-l'Evêque, de la Forêt d'Ecouvres, de Courtomer, celui de Tanville que rejoindront tous les hommes de la localité, maquis qui vont multiplier sabotages et attaques contre les Allemands et servir de guides aux forces alliées. Ils en paieront le prix : entre 1943 et le 6 juin 1944, plus de 150 Résistants sont arrêtés, dont beaucoup à la suite de l'action de la «bande à Jardin», du nom du chef des auxiliaires français de la Gestapo, au total 252 Résistants ornaïens seront tombés. Et 400 Ornaïens seront déportés, Résistants mais aussi 63 Juifs (33 Ornaïens recevront le titre de «Juste» pour en avoir sauvé d'autres).

C'est sur le sol de l'Orne que se conclut au terme de féroces combats la victoire du débarquement du 6 juin 1944, avec la fermeture non loin d'Argentan, à Chambois le 21 août 1944, de la Poche de Falaise par les forces alliées - auxquelles la Résistance ornaïse a apporté son concours, qui recevra l'hommage du colonel Dronne de la 2^e DB - prenant dans la nasse les restes de divisions allemandes.

Le sol du département aura été ravagé par les combats, les nazis y commirent des exactions comme à Tourouvre (18 civils massacrés), de nombreuses villes et villages ont été détruits par les bombardements alliés, plus de 2 000 civils auront été victimes.

La Libération venue, des Résistants ornaïens, avec à leur tête André Mazeline, s'engageront dans le 2^e bataillon de marche de Normandie.

² Affecté à la 13^e puis à la 14^e B.I., il participera avec le bataillon Henri-Vuillemin à la première bataille de Ténio (déc. 1936 - janvier 1937), à la bataille de Brunete (juillet 1937). Il sera blessé deux fois en 1938, en avril et lors du passage de l'Ebre en juillet.

³ Marcel Palmier, chef de division à la Préfecture, fournisseur de faux-papiers aux réfractaires, est arrêté le 16 mars 1944 à la suite du démantèlement du maquis de Vignay. Déporté le 4 juin 1944 à Neuengamme, il meurt le 19 mars 1945 au Kommando de Hannover-Stöcken.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

ABOULKER José
(Trompette, Jean Courcelles)



Il est né en mars 1920 à Alger dans une famille juive.

Son père, médecin hospitalier, professeur à la faculté de médecine d'Alger, préside le parti radical-socialiste de la ville.

Lauréat de la faculté de médecine d'Alger en 1938, José Aboulker, externe des hôpitaux, est mobilisé sur place en juin 1940 comme médecin élève-officier de réserve. Démobilisé en février 1941 comme médecin sous-lieutenant, il décide de «faire quelque chose» et participe avec un petit groupe au départ clandestin sur de petits bateaux de volontaires à destination de Gibraltar.

C'est par son cousin résistant, Roger Carcassonne, d'Oran, qu'il rencontre Jean Rigault, adjoint d'Henri d'Astier de la Vigerie, l'un des principaux animateurs de la Résistance en Algérie, qu'il rejoint lui-même. et rejoint la Résistance au régime pétainiste.

Avec Henri d'Astier de la Vigerie, Bernard Karsenty, le lieutenant-colonel Jousse et la mission américaine Murphy, il prépare l'aide française au débarquement allié.

Dans la nuit du débarquement, le 8 novembre 1942, il commande, au commissariat central, l'occupation d'Alger par 400 résistants qui neutralisent les centres de commandement et de transmissions, et qui arrêtent les responsables militaires et civils du gouvernement de Vichy. Avec leur aide, les Alliés prennent en quinze heures Alger, son port intact et les commandants en chef de l'armée d'Afrique.

Fin décembre 1942, après l'exécution de Darlan qui sert de prétexte, José Aboulker est arrêté et déporté en Mauritanie puis dans le Sud algérien avec d'autres résistants gaullistes. Relâché sur intervention américaine, il rejoint l'Angleterre le 29 avril 1943 où il rencontre le général de Gaulle.

Promu médecin-lieutenant, il s'engage dans les FFL et, volontaire pour une mission en France, il est affecté au BCRA. Médecin, il est nommé délégué à l'organisation du service de santé des maquis et des FFI et pour l'organisation sanitaire civile à la libération. Il est envoyé en France le 21 octobre 1943 comme chef de la mission «Trompette», chargé de mission de 1^{re} classe et agent P2 du réseau Action des FFC.

De retour à Londres le 6 juillet 1944, il gagne Alger. En août 1944, il repart pour une deuxième mission dans les régions de zone sud en insurrection afin d'aider à l'installation des commissaires de la République à Toulouse, Limoges et Clermont-Ferrand.

Membre au titre de la Résistance d'Algérie de l'Assemblée consultative provisoire de Paris en 1944-1945 avait été fait Compagnon de la Libération le 30 octobre 1943.

José Aboulker, membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1952 à 2009, est décédé le 17 novembre 2009.

D'ASTIER DE LA VIGERIE Emmanuel
(Bernard, Bertran, Sérand)



Né le 6 janvier 1900, il entre à l'Ecole navale en 1919. Il démissionne de la Marine en 1931 pour entamer une carrière journalistique publiant dans *Marianne*, et dans l'hebdomadaire *Vu* en particulier.

Mobilisé en août 1939 au Centre de renseignements maritimes de Lorient, il rejoint, en juin 1940, le 5^e Bureau réplé à Port-Vendres et est démobilisé en juillet.

Dès septembre 1940, refusant l'armistice, il fonde dans le sud de la France l'organisation «La Dernière Colonne», qui se destine au sabotage.

En janvier 1941, la «Dernière Colonne» étant décimée par les arrestations, il entre dans la clandestinité sous le pseudonyme de Bernard et crée en juin suivant le mouvement «Libération Sud», qui va notamment recruter dans les milieux syndicaux (CGT) et socialistes.

En janvier 1942, une liaison est établie avec Londres par Yvon Morandat, représentant du général de Gaulle, puis par Jean Moulin. Emmanuel d'Astier effectue lui-même, par sous-marin, une mission à Londres en mai 1942 au cours de laquelle il rencontre le général de Gaulle, qui en juin 1942 le charge de négocier à Washington auprès de Roosevelt la reconnaissance de la France libre.

Il repart pour la France à bord d'un chalutier en juillet 1942, avec le titre de chargé de mission de 1^{re} classe, équivalant au grade de lieutenant-colonel. En novembre 1942, après un deuxième voyage à Londres, il regagne la France avec Henri Frenay et est désigné pour siéger au Comité de coordination des Mouvements de Résistance qui devient, en janvier 1943, le Directoire des Mouvements unis de Résistance (MUR) dont il est le commissaire aux affaires politiques. Il est par ailleurs l'auteur de *La Complainte du Partisan* sur une musique d'Anna Marly.

Fait Compagnon de la Libération le 24 mars 1943, Emmanuel d'Astier repart pour Londres en avril 1943, et retourne en métropole en juillet 1943, à la suite de l'arrestation de Jean Moulin.

De retour à Londres en octobre 1943, il prend les fonctions de commissaire à l'Intérieur du Comité français de la Libération nationale (CFLN) à Alger à partir de novembre 1943. Emmanuel d'Astier est membre du COMIDAC, Comité d'action en France, institué en septembre 1943 à Alger.

À la création en juin 1944 à Alger du Gouvernement provisoire de la République française, Emmanuel d'Astier en devient ministre de l'Intérieur ; il retournera en France en juillet 1944 et intégrera le CNR. De 1946 à 1958, il sera député apparenté communiste d'Ille-et-Vilaine et fondera le quotidien *Libération*, puis le mensuel *l'Événement*.

Membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1952 à 1954, Emmanuel d'Astier de la Vigerie est décédé en 1969.

BLESY Louis
(Pierre Lomme, Pierre Common, Pierre Granville)



Né le 26 juillet 1910 à Béziers, il vient habiter en 1924 à Gennevilliers, devenant ouvrier ornementaliste dans le bâtiment.

Militant communiste depuis 1932, il entre au service de la municipalité de Gennevilliers et parti-

cipe à la création de la soupe populaire, ainsi qu'à celle en 1935 de la colonie de vacances de Granville. En décembre 1937, solidaire de la République espagnole, il intègre les Brigades internationales et participe au sein de la 14^e Brigade à différents combats, telle la bataille de l'Ebre.

Mobilisé en septembre 1939 au 6^e RTM, il combat dans le nord, est blessé à Lomme et hospitalisé à Lille, où il est fait prisonnier le 25 mai 1940. Après trois tentatives, il réussit à s'évader d'Allemagne le 19 février 1941 et gagne à pied Paris onze jours plus tard. Puis il rejoint son épouse cachée en Gironde et passe avec elle en zone sud.

Affecté début 1943 aux FTPF, il est choisi pour prendre la direction militaire des FTPF de l'Aude, du Tarn, de l'Aveyron et de l'Hérault (région R5). Entré en clandestinité. Il organise de nombreuses opérations.

Début 1944, l'état-major zone sud des FTPF lui donne le commandement militaire de la région de Provence (Région R2). À la tête de ces six départements, Louis Blésy organise de nouvelles opérations de grande envergure, telles les attaques de la prison de Châteauneuf à Marseille et de la forteresse de Sisteron pour y libérer des patriotes...

En mai 1944, Louis Blésy, alias colonel Granville, contrôle totalement avec 6 000 FFI les Alpes de Haute-Provence. Bloqué à Marseille pendant l'insurrection (23 au 27 août 1944), il dirige les opérations de toute la région et organise le ravitaillement de la population. Le 22 août, il prend la tête d'un détachement pour déloger une section ennemie et met les FFI à la disposition du général de Montsabert pour aider à la réduction des derniers îlots tenus par les Allemands.

Après la Libération, le 5^e Bureau de la 1^{re} Armée l'affecte comme chef de mission de rapatriement des Soviétiques pour le Bade et le Wurtemberg. Cette mission terminée fin novembre 1945, il est affecté à cette date au cabinet du ministre de l'Armement. En décembre 1946, il est muté au cabinet du ministre de la Défense nationale. Lieutenant-colonel FFI à la fin de la guerre, Louis Blésy est, avec le grade de capitaine, intégré dans l'armée active, jusqu'en 1956.

Directeur ensuite de la Maison des Enfants de Fusillés et Victimes de Guerre à la Villette-aux-Aulnes en Seine-et-Marne, il est également directeur administratif du Centre de soins de l'Aéropatiale avant de prendre sa retraite en septembre 1974.

Entré au Conseil National de l'ANACR en 1963, Louis Blésy en deviendra membre du Bureau National en 1972 et le restera jusqu'à sa disparition le 7 juin 2004.

Fait Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945, Louis Blésy était Commandeur de la Légion d'Honneur, Médaille de la Résistance, Croix de Guerre 39/45 et du C. V. R.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

BUFFET-BAUREGARD Paul Jacques Beauregard



Engagé pour cinq ans le 25 octobre 1932 dans la D.C.A., Paul Buffet, né le 6 avril 1914 dans une famille d'exploitants forestiers, est en 1939 au Centre de renseignements de la 14^e Région militaire à Lyon.

Après avoir entendu l'appel du 18 juin et décidé de rejoindre Londres, il est arrêté par les autorités militaires françaises à Port-Vendres alors qu'il tente de s'embarquer sur l'*Ap-papa*.

En janvier 1941, il entre au réseau "France d'abord" à Lyon. Spécialiste des transmissions, il intercepte des communications téléphoniques et radios allemandes, ce qui permettra le bombardement de Turin et de Milan par la RAF le 21 février 1941.

Le 1^{er} octobre 1942, il est intégré - sous le pseudonyme de Jacques Beauregard - dans les Forces françaises libres (FFL) - en qualité de chef national technique des transmissions clandestines en France occupée. Il dotera le Plateau du Vercors d'un émetteur ondes-courtes de radio-diffusion de 2 Kw et créa un service PTT pour la région de Lyon et les départements limitrophes, permettant des écoutes clandestines sur les réseaux allemands (tels que ceux de la liaison Fort Montluc-Ecole de Santé militaire à Lyon).

Il crée aussi un service médical d'urgence comprenant médecins, chirurgiens et clinique pour tout le personnel des services généraux ainsi que, pour le Vercors, un service de santé militaire comprenant 40 médecins et chirurgiens.

Par ailleurs, il participe activement aux tentatives pour délivrer Jean Moulin et son état-major.

Poursuivi par la Gestapo, il est blessé par balle et arrêté le 22 juillet 1943 à Lyon. Torturé et condamné à mort, il est emprisonné au Fort Montluc à Lyon où il décide de se battre jusqu'au bout, en créant à l'intérieur de la prison un service d'information et en aidant à s'évader nombre de ses camarades au cours de leur transfert de la Prison.

Le 11 septembre 1943, ramené sous escorte à son domicile lyonnais par deux inspecteurs de la Gestapo à la recherche de documents importants pouvant s'y trouver, il parvient à sortir de l'appartement, ferme la porte à clé et à s'échapper. Jacques Beauregard rouvra très vite ses six ateliers clandestins d'émetteurs-récepteurs.

Au bout de cinq mois, il décide de rejoindre Londres via l'Espagne mais il est arrêté à nouveau et incarcéré au sinistre camp de Miranda del Ebro.

En septembre 1944, chef de mission du Bureau central de Renseignements et d'Action (BCRA), de retour en France, il est chargé de réorganiser les transmissions gouvernementales en qualité de directeur des Transmissions du Ministère de l'Intérieur et termine la guerre comme Lieutenant-colonel (grade d'assimilation).

Paul Buffet-Beauregard, décédé le 12 août 1990, avait été fait Compagnon de la Libération le 20 novembre 1944. Il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Commandeur de l'Ordre National du Mérite, Croix de Guerre 39/45 avec palmes, Médaille de la Résistance avec rosette.

CHABAN-DELMAS Jacques Chaban, Lakanal, Arc



Jacques Delmas est né le 7 mars 1915 à Paris.

Après des études au lycée Lakanal de Sceaux et à la Fondation nationale des Sciences politiques, il est licencié en droit et diplômé de droit public et d'économie politique. Jeune journaliste, il collabore à l'*Information* à partir de 1933.

Appelé en juin 1938 au 37^e RI à Bitche, il fait les EOR et est en mars 1939 reçu 1^{er} à Saint-Cyr, dont il sort major de la promotion du maréchal Joffre.

Pendant la Drôle de guerre, il est aspirant puis sous-lieutenant au 75^e Bataillon alpin de forteresse. Refusant la défaite, Jacques Delmas tente de partir en Angleterre après sa démobilisation le 4 août 1940.

N'étant pas parvenu à quitter la France, il entre fin décembre 1940, par l'intermédiaire du colonel Groussard, dans le réseau de renseignements "Hector", commandé par le colonel Heurtaux et est spécialisé dans le renseignement sur l'industrie et sa mise à disposition des Allemands. Pour être mieux informé, il entre en juin 1941 comme contractuel au Ministère de la Production industrielle française. Fin 1942, après la chute du réseau due à des arrestations, il entre directement en relation avec les envoyés de Londres.

Reçu au concours de l'inspection des Finances en mars 1943, il poursuit son activité de renseignement avec l'Organisation civile et militaire (OCM) qui a succédé à "Hector". En octobre 1943, il devient "Chaban" et entre à la Délégation militaire du CFLN, faisant fonction d'adjoint au délégué militaire national, le commandant Louis Mangin.

En mai 1944, nommé Délégué militaire national, chargé de transmettre les ordres du Haut-commandement interallié (général Koenig) à la Résistance intérieure il est l'interlocuteur du Comité d'action (COMAC) du CNR.

Promu général de brigade par le Gouvernement d'Alger le 15 juin 1944, il quitte Paris pour Londres le 25 juillet 1944 pour rendre compte au Commandement allié des possibilités militaires de la Résistance. Rentré de Londres le 13 août 1944 nanti des ordres attentistes du général Koenig, il arrive à Paris le 16 à bicyclette et est présent pendant l'insurrection parisienne, durant laquelle il est favorable à la trêve, se ralliant toutefois à la reprise des combats.

Il accueille le général Leclerc à Arpajon le 24 août 1944 et entre avec lui dans Paris.

Après la libération de la capitale, Chaban sert au cabinet du ministre de la Guerre comme chef de la Mission de liaison et d'inspection mobile d'organisation de l'Armée.

Il fera par la suite une carrière politique comme député, maire de Bordeaux, ministre, Premier ministre (juin 1969 à juillet 1972).

Membre du Comité d'honneur national de l'ANACR de 1984 à son décès le 10 novembre 2000, il avait été fait Compagnon de la Libération le 7 août 1945, il était Commandeur de la Légion d'Honneur et Médaille de la Résistance.

CORTOT Louis



Louis Cortot est né le 26 mars 1925 à Somberton en Côte d'Or. Son père était artisan ferblantier.

Sensibilisé aux menaces de guerre, à la montée du fascisme et ayant lors du Front populaire participé à des mouvements de jeunesse, notamment dans le domaine de l'Aviation populaire, il va rejoindre très tôt la Résistance en Région parisienne, au début de l'année 1941, à l'âge de 15 ans.

Rapidement, dès le mois de mars 1941, il entre en contact avec l'Organisation spéciale (OS) et manifeste son désir de participer à l'action directe ; il commence par récupérer des armes, couper des lignes téléphoniques et distribuer des tracts.

Parallèlement, il doit abandonner ses études au milieu de sa troisième année à l'Ecole supérieure de Suresnes et devient ajusteur. C'est dans l'usine dans laquelle il travaille qu'il confectionne les bombes qu'il utilisera lors de ses missions.

Louis Cortot réussit avec brio de nombreuses opérations ; il provoque ainsi avec son groupe le déraillement d'un train de tanks provenant des usines Renault, rend inutilisable un transformateur disjoncteur à Issy-les-Moulineaux en mai 1942 et participe au grenadage d'un convoi de Jeunesses hitlériennes à Trappes.

En juillet 1942, son groupe fait sauter le bureau du Rassemblement national populaire (RNP) à Boulogne-Billancourt, puis détruit à l'explosif le bureau d'embauche à Courbevoie des ouvriers français volontaires pour le travail en Allemagne.

En janvier 1944, Louis Cortot rejoint les Francs-Tireurs et Partisans (FTP) de Seine-et-Marne pour participer à l'implantation d'un maquis à Saint-Mammès. A partir de mai, il est chargé des liaisons entre l'Etat-major des Forces françaises de l'intérieur (FFI) de Seine-et-Marne et celui de Paris.

Le 25 août 1944, lors d'une liaison en voiture avec Paris, il est très grièvement blessé à la face à Lieusaint en Seine-et-Marne, par des éclats de balles explosives, faisant malgré-cela, preuve d'un grand courage et de sang-froid en n'acceptant que sur ordre formel de rejoindre un poste sanitaire. Il perdra l'usage d'un œil, et gardera un éclat de métal dans la tête.

Le 11 novembre 1944, il est décoré de la Croix de la Libération par le général de Gaulle sous l'Arc de Triomphe.

Aspirant de réserve à la fin de la guerre, il retourne à la vie civile dans la branche aéronautique.

Entré au Conseil National de l'ANACR lors de son congrès de Châteauroux en 1996, Louis Cortot a intégré le Bureau National en 2000, lors du congrès de Saint-Brieuc et a rejoint la Présidence nationale de l'ANACR à son congrès de Grenoble en 2004.

Louis Cortot est commandeur de la Légion, d'honneur, Croix de guerre 39/45, Croix du Combattant 39/45, Croix du Combattant volontaire 39/45, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

DEGLIAME (FOUCHE) Marcel

Fouché - Dormoy



Marcel Degliame est né le 23 décembre 1912. Jeune ouvrier bonnetier à Troyes puis à Paris, il va prendre des responsabilités à la Fédération CGTU du textile et adhérer en 1928 au Parti communiste. En 1938, il sera emprisonné en octobre-novembre pour avoir organisé des grèves.

Mobilisé en septembre 1939, il est fait prisonnier le 18 juin 1940 et est interné en Allemagne. Il s'évade en septembre 1940, mais est repris. Conduit au *Stalag IV C* dans les Sudètes, il parvient à s'en évader en mars 1941 pour, après avoir traversé l'Europe centrale et la Turquie, rejoindre la Syrie où il est enrôlé dans l'armée du général Dentz qui fait allégeance à Vichy.

Hospitalisé à Beyrouth, il rejoint les Forces françaises libres (FFL) après la campagne de Syrie.

Envoyé en France sur sa demande pour organiser la Résistance dans les milieux syndicaux, il arrive à Marseille en août 1941 et prend contact avec le Mouvement de libération nationale fondé par Henri Frenay, le futur «Combat» dont, après avoir rencontré Frenay à Lyon, Marcel Degliame deviendra l'un des plus importants responsables.

Arrêté à Draguignan à l'été 1942, il réussit à s'échapper. S'installant à Lyon, il participe à l'édition du journal *Combat* et fonde, à la demande d'Henri Frenay, l'«Action ouvrière» de Combat, dont le but est d'organiser des opérations de sabotage dans les usines travaillant pour les Allemands. En 1943, il conservera la même fonction au sein des Mouvements unis de Résistance (MUR) puis, en 1944, dans le Mouvement de Libération nationale (MLN) qui succède aux MUR. Sous sa direction, l'Action ouvrière se développe d'abord en zone sud avant de s'étendre. Il remplace au CNR Claude Bourdet, arrêté en mars 1944 et déporté, et s'affirme partisan de l'action immédiate et de la lutte armée.

Chef national des Corps francs de la Libération (CFL), il est désigné par le Comac délégué général des FFI pour la zone sud. Au printemps 1944, depuis Londres, le général Koenig lui confère le grade de Lieutenant-colonel, et son action s'articule en harmonie avec le délégué militaire Zone sud du CFLN, Maurice Bourguès-Maunoury. Il aura sous sa responsabilité les opérations militaires qui conduiront à la libération de Lyon le 3 septembre 1944.

À la Libération, il est nommé à l'Assemblée consultative provisoire, et secrétaire de sa Commission de la Défense, ce qui le conduit à s'occuper de l'intégration des FFI dans la 1^{re} Armée. Il sera jusqu'en 1948 gouverneur militaire du district de Constance en zone d'occupation française en Allemagne.

Décédé le 7 septembre 1989, il avait été fait Compagnon de la Libération le 18 janvier 1946. Membre du Comité d'Honneur de l'ANACR de 1954 à 1956, il était Officier de la Légion d'honneur, commandeur de l'Ordre du Mérite, Médaille de la Résistance et CVR.

DEWAVRIN (PASSY) André



André Dewavrin est né le 9 juin 1911 à Paris (16^e) dans une famille d'industriels. Polytechnicien, de la promotion 1932/1934, il choisit, à sa sortie, le Génie. Il est aussi licencié en droit.

Lieutenant au 4^e Régiment du Génie à Grenoble, il est en 1938-1939, professeur adjoint de fortification à l'Ecole Spéciale Militaire de Saint-Cyr.

Après la déclaration de guerre, il commande la 12^e Compagnie d'Electromécaniciens à l'Etat-major général à Meaux puis entre à l'Etat-major du Génie de la 9^e Armée à Verviers. En avril 1940, il est commandant du Génie du Corps Expéditionnaire français en Norvège.

De retour de Narvik avec la division du général Béthouart, il débarque à Brest, le 17 juin 1940, et rembarque aussitôt avec l'ensemble de la division pour l'Angleterre. Installé dans un camp britannique et ayant entendu parler du général de Gaulle, il se présente à Londres à l'Etat-major des FFL à la fin du mois de juin et se place sous les ordres du général de Gaulle, qui le charge de la direction des 2^e Bureau et 3^e Bureau.

André Dewavrin doit alors organiser un service de renseignements, au départ sans argent ni moyens de communications. Sous le pseudonyme de «Passy», avec le titre de chargé de mission de 1^{re} classe du Commissariat à l'Intérieur, il met sur pied, avec son adjoint André Manuel, le Service de Renseignements (SR) des FFL qui devient le Bureau Central de Renseignements et d'Action Militaire (BCRAM) puis le BCRA.

Grâce à l'impulsion que lui donne le lieutenant-colonel Passy, le BCRA recueille - parfois en rivalité avec les services britanniques - une masse considérable de renseignements militaires et civils sur la situation et l'action de l'ennemi en France.

En février 1943, le colonel Passy accueillant à Londres le général Delestraint, sollicite et obtient une mission en territoire occupé qui durera six semaines. Le départ de la mission «Arquebuse», pseudonyme de Passy, a lieu le 26 février 1943, Passy a pour mission de faire connaître sur le plan civil et militaire les directives du général de Gaulle dans l'ancienne Zone Nord en collaboration avec le chef de la mission «Brumaire» (Pierre Brossolette), parachuté un mois auparavant, et Rex (Jean Moulin). Il retourne à Londres en compagnie de Brossolette, et remet au général de Gaulle un rapport sur les contacts pris.

Le 27 juin 1943, le colonel Passy se rend à Alger pour prendre la Direction Technique de la Direction Générale des Services Spéciaux (DGSS), résultat de la fusion du BCRA avec les Services Spéciaux du général Giraud.

Ayant quitté la DGSS en février 1944, il est parachuté le 5 août 1944, dans la Région de Guingamp pour participer avec les FFI et des éléments américains à la libération de la région.

En mai 1945, il retrouvera pour quelques mois la responsabilité des services spéciaux (DGER et SDECE).

Compagnon de la Libération le 20 mai 1943, il était Grand Croix de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 39/45 et Médaille de la Résistance. Et membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1976 à 1998.

GALLEY Robert



Fils de médecin, Robert Galley est né le 11 janvier 1921 à Paris et fait des études secondaires au lycée Louis-le-Grand à Paris et au lycée Hoche à Versailles.

Le 21 juin 1940, refusant la défaite, déguisé en soldat polonais, Robert Galley quitte la France à Saint-Jean-de-Luz à bord du *Sobieski* pour l'Angleterre, et s'engage dans les Forces Françaises Libres le 1^{er} juillet 1940, comme chasseur de 2^e classe, à la 1^{re} Compagnie autonome de chars de combat.

Après une période d'instruction au camp d'Aldershot, il quitte la Grande-Bretagne le 31 août 1940 pour l'expédition de Dakar. Il participe aux opérations du Gabon en octobre et novembre 1940.

En juin 1941, il prend part à la campagne de Syrie, puis est envoyé au peloton des Elèves officiers de Damas, d'où il sort aspirant de l'Arme blindée en novembre 1941.

Après un stage en avril 1942 à l'Ecole britannique des chars du Caire, sa compagnie est constituée en colonne volante et envoyée sur le front d'El Alamein en juillet 1942 ; il participe à l'attaque de l'Himeimat le 24 octobre 1942. Chef de section de chars, Robert Galley prend part ensuite à la poursuite de l'ennemi de Tripolitaine jusqu'en Tunisie où la Colonne Volante est versée en appui des troupes du général Leclerc en mars 1943.

Promu sous-lieutenant, il est intégré, au sein du 501^e Régiment de chars de combat, à la 2^e Division Blindée du général Leclerc dont il épousera la fille, Jeanne, après la guerre.

Il débarque en France le 3 août 1944, et pénètre le 13 août le premier dans Ecouché. Tireur au canon d'une classe exceptionnelle, il coupe un convoi ennemi de *Panzer* en détruisant plusieurs véhicules. Il occupe et tient ensuite quatre ponts sur l'Orne et dirige à pied l'action d'un de ses chars contre un char ennemi *Panther*. Il prend part ensuite à la Libération de Paris et aux attaques de Longjumeau, Massy-Palaiseau et Antony.

Il participe à toutes les batailles de Lorraine et d'Alsace jusqu'en février 1945, se distinguant particulièrement lors de la prise d'Andelot, Baccarat, Strasbourg et Herbsheim. A la tête de la 1^{re} Compagnie de chars du 501^e RCC, il prend part à la campagne d'Allemagne, jusqu'à la prise de Berchtesgaden en mai 1945.

Au lendemain de la Guerre, Robert Galley entame tout d'abord une carrière professionnelle dans les industries du pétrole et de l'énergie atomique avant de se consacrer à partir de 1967 à la vie politique, ce qui le conduira à être pendant une trentaine d'années député de l'Aube, maire de Troyes et à plusieurs reprises ministre.

Fait Compagnon de la Libération le 24 mars 1945, il était Grand Officier de la Légion d'honneur et Croix de Guerre 39/45. Il fut membre du Comité d'Honneur de l'ANACR de 1998 à son décès à Troyes le 8 juin 2012.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

GIOVONI Arthur



Fils d'instituteurs, il est né en Corse le 6 octobre 1909.

Après ses études secondaires au lycée Fesch à Ajaccio, il obtient une licence ès Lettres et Philosophie en 1933 à la faculté d'Aix-en-Provence.

Il effectue son service militaire dans l'Infanterie en 1935, avant de devenir professeur de Lettres à Bastia puis à Ajaccio. Membre du Parti communiste, il participe à la création en mai 1939 de l'Union départementale des syndicats.

Mobilisé en 1939 comme auxiliaire de la Marine puis comme artilleur au 92^e Régiment d'Artillerie, il participe à la campagne de France. Démobilisé en juillet 1940, il est professeur à Bastia avant d'être muté au lycée de Rodez en raison de son engagement politique. Dès 1941 il a une activité clandestine de soutien aux enseignants révoqués par Vichy.

A l'occasion des vacances de l'été 1942, il réussit à constituer un petit groupe du Front national corse à Azilone dans le canton de Sainte-Marie-Sicche. A partir d'octobre 1942, il rejoint la Corse pour éviter une arrestation et y entre dans la clandestinité.

En novembre 1942, les Italiens occupent la Corse. Malgré la difficulté d'organiser une résistance active contre l'occupant, Arthur Giovoni contribue à créer et à développer avec Henri Maillot le Front national de Corse qui va regrouper les patriotes décidés à combattre, y compris les armes à la main.

Il s'occupe activement de la propagande, des tracts édités en italien sèment le doute jusqu'à l'intérieur des casernes de l'occupant. Arthur Giovoni assure aussi des réceptions d'armes parachutées et collabore avec Paulin Colonna d'Istria après son arrivée clandestine en Corse en avril 1943. Chargé des questions politiques au sein du Front National corse, il opte pour la préparation de l'insurrection armée.

En août 1943, Arthur Giovoni est envoyé à Alger par la direction du FN corse pour recevoir les consignes du Comité français de la Libération nationale (CFLN) sur la conduite à tenir à l'égard de l'administration de Vichy au moment des combats libérateurs. Ce voyage, effectué le 5 septembre 1943 à bord du sous-marin *Casabianca*, le tiendra éloigné de la Corse au moment où, dégagés de l'emprise italienne, les patriotes corses engagent le combat contre les Allemands. Il rejoint l'île dans la nuit du 13 au 14 septembre 1943 avec le nouveau préfet de la Corse, Charles Luizet, sur le torpilleur *Le Fantasque*.

Délégué à l'Assemblée consultative d'Alger, Arthur Giovoni termine la guerre avec le grade de lieutenant-colonel FFI.

Elu maire (1945-1947) puis député d'Ajaccio à la Constituante puis à l'Assemblée législative (1945-1956), il est membre du Comité central du Parti communiste français jusqu'en 1961.

Il reprend ensuite son poste d'enseignant à Paris et termine sa carrière au lycée Paul-Valéry.

Arthur Giovoni est décédé le 19 janvier 1996 à Paris. Fait Compagnon de la Libération le 16 août 1944, il était Chevalier de la Légion d'Honneur 1944 et Croix de Guerre 39/45.

GODEFROY Louis

Marcel, Robert, Auriac, Rivière



Louis Godefroy est né le 4 septembre 1911. Après des études secondaires, il devient plombier-zingueur puis s'engage pour 18 mois en août 1931 au 14^e R.I. à Toulouse.

Rendu à la vie civile, il reprend son métier. Militant du Parti communiste, il y a des responsabilités régionales dans le Lot-et-Garonne et dans l'Ariège. Il s'engage dans les Brigades internationales en Espagne et prend part notamment – à la tête d'une compagnie – à la bataille de l'Ebre à l'été 1938.

Mobilisé en septembre 1939, Louis Godefroy est fait prisonnier le 24 juin 1940 et interné à Metz. Il s'évade le 7 septembre 1940, lors de son transfert en Allemagne, et entre aussitôt dans la Résistance sous le pseudonyme de Marcel. Louis Godefroy est un des dirigeants de l'O.S. en zone Sud.

Arrêté à Narbonne le 21 juillet 1941, il est condamné à 15 ans de travaux forcés par la cour spéciale de Montpellier. Emprisonné à Saint-Etienne, il s'évade en septembre 1943 et rejoint aussitôt la Résistance dans la Loire.

En novembre 1943, Louis Godefroy est nommé lieutenant par l'état-major des FTPF et commissaire aux opérations de l'inter-région G (Drôme, Ardèche, Vaucluse et Gard). Il organise l'attaque de trains de permissionnaires allemands à Portes-lès-Valence, à Montélimar, aux environs de Nîmes, et fait exécuter de nombreux sabotages.

Nommé capitaine par l'état-major FTPF en février 1944, Louis Godefroy occupe le poste de chef technique d'une importante inter-région du Centre (Indre, Creuse, Haute-Vienne, Dordogne, Corrèze, Lot et territoire de l'ex-zone non occupée de la Vienne, de la Charente et de la Gironde).

Le 1^{er} avril 1944, Louis Godefroy est promu commandant et délégué militaire de son Etat-major, il commande alors les opérations dans cette même inter-région du Centre où il était précédemment chef technique. Du 8 au 12 juin, il organise dans le Lot et la Corrèze le harcèlement par les FTPF de la division SS "Das Reich", attaquée également par d'autres unités FFI.

Louis Godefroy, alias Rivière, intègre le 11 juin 1944, l'Etat-major des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de la Région R 5 comme adjoint du commandant régional, le colonel Rousselier. Il est chargé des opérations militaires et promu lieutenant-colonel le 7 juillet 1944. Nommé colonel FFI le 22 août 1944, il est nommé adjoint au commandant de la 12^e Région militaire. Il est chargé des opérations sur le Nord-ouest, Nord et Nord-est. Dans l'Indre, il harcèle encore l'ennemi et l'oblige à se rendre.

A la mi-janvier 1945, le colonel Godefroy rejoint la 1^{re} Armée et le 12^e RI qu'il commande jusqu'à sa dissolution le 1^{er} avril 1946, après neuf mois d'occupation en Allemagne. Il quitte l'armée en 1946.

Membre du Conseil de l'ANACR en 1952, il travaillera quelque temps à son secrétariat.

Fait Compagnon de la Libération le 17 septembre 1945, il était Chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 39/45, Médaille de la Résistance.

Louis Godefroy est décédé le 6 avril 1987.

GUINGOUIN Georges

Raoul



Né le 2 février 1913, Georges Guingouin intègre l'Ecole normale de Limoges ; il sera nommé instituteur à Saint-Gilles-les-Forêts (Haute-Vienne). Militant communiste depuis 1935, il est secrétaire du rayon d'Eymoutiers.

Mobilisé le 23 août 1939, blessé le 17 juin 1940, il est évacué à l'hôpital Sainte-Madeleine de Moulins-sur-Allier, ville attaquée par les Allemands le 18 juin 1940. Se refusant à être fait prisonnier, Georges Guingouin rejoint sous la mitraille le poste de secours de l'unité qui défendait la ville et se fait évacuer sur Montluçon.

Revenu dans ses foyers et remis de ses blessures, il commence immédiatement, sous le pseudonyme de Raoul, à renouer les liens avec les militants du Parti communiste clandestin. Il forme des groupes, édite et diffuse des tracts du Parti et confectionne des fausses cartes d'identité. Ayant repris son poste d'instituteur à la rentrée, il est révoqué au bout de quelques semaines en octobre 1940 comme militant communiste.

En avril 1941, il "prend le maquis", se réfugiant chez des amis et dans une sapinière en Corrèze. A la tête d'une imprimerie clandestine, Georges Guingouin vit dans les plus dures conditions et organise des distributions massives de tracts lors des grands rassemblements que sont les foires.

Des arrestations en cascade le contraignent à s'exiler en Corrèze de juillet 1941 à juillet 1942. Il y prend de nouvelles responsabilités au sein de la direction du PC corrézien et crée les premiers groupes armés. Il réalise néanmoins des actions en Haute-Vienne. Le 26 janvier 1942, il est condamné par contumace par le Tribunal militaire de la 12^e Région aux travaux forcés à perpétuité.

Il constitue le maquis de la forêt de Châteauneuf, qui frappe l'économie de guerre allemande : destruction de deux chaudières à l'usine de régénération de caoutchouc Wattlez à Limoges le 9 mai 1943, sabotage le 11 juillet 1943 du câble téléphonique souterrain reliant la base allemande des sous-marins de Bordeaux à l'état-major de la Kriegsmarine à Berlin.

Dès janvier 1944, la zone d'influence du maquis de Châteauneuf couvre tout l'est de la Haute-Vienne, et il affronte les forces de l'ordre de Vichy lors de nombreuses attaques et embuscades. Le maquis de Châteauneuf, devenu la 1^{re} Brigade de marche limousine, structurée en compagnies et bataillons, compte, début juin 1944, environ 1 000 combattants.

Le 9 juin 1944, le maquis tient tête à une colonne de la Division SS *Das Reich* et subit plusieurs attaques aériennes. Objet d'une offensive terrestre des Allemands entre le 17 et le 24 juillet 1944 au Mont Gargan, la 1^{re} Brigade du colonel Guingouin perd 97 tués et blessés, infligeant à l'ennemi des pertes d'environ 250 soldats tués et blessés.

Le 3 août, le colonel Guingouin devient chef départemental des FFI de Haute-Vienne. A la tête de 8000 hommes et avec l'aide d'une mission militaire interalliée, il prépare les opérations de libération de Limoges, dont il deviendra maire de 1945 à 1947.

Fait Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945, il était Croix de guerre 39/45 et Médaille de la Résistance avec rosette. Il fut membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1966 à son décès le 27 octobre 2005.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

JOUNEAU Georges Commandant Georges



Georges Jouneau est né le 23 avril 1902. Contraint de travailler pour subvenir à ses besoins, il travaille très jeune pour un petit garagiste de Romainville avant de devenir son propre patron.

Officier de réserve, mobilisé en 1939, le capitaine Jouneau commande en 1940 l'Atelier du Train de la 3^e Armée dans le Doubs. Il se bat vaillamment pendant la campagne de France, notamment lors du repli de la 3^e Armée. Pour échapper à la capture, il entre en Suisse avec son unité et y est interné.

Évadé de Suisse en juillet 1940, il se présente à l'état-major et est maintenu en activité. Affecté au commandement de la Compagnie civile de Transports, en août 1940, Georges Jouneau en profite pour récupérer et camoufler du matériel. Dès septembre 1940, il entre dans le réseau de résistance du Camouflage du Matériel (CDM) que met en place le commandant Mollard. En janvier 1941, repéré, il comparait devant la commission d'armistice italienne et est menacé de graves sanctions. Il est affecté à Lyon par le réseau CDM.

Il participe également à la préparation de l'évasion du général Giraud pendant l'année 1942. Recherché par la Police allemande en novembre 1942, il doit quitter Lyon et se réfugier dans l'Ain. Il est mis ensuite à la disposition du général Delestraint, chef de l'Armée secrète (AS), pour ses transports et son ravitaillement. Il n'en poursuit pas moins ses activités de camouflage et déplace par camions plus de 600 tonnes de matériel et d'essence fin 1942, dans la région lyonnaise.

Membre de l'AS en janvier 1943, le "commandant Georges" en devient le chef du 4^e Bureau de la Région R1 (Rhône-Alpes) en décembre 1943.

Le 6 juin 1944, il rejoint le maquis du Vercors avec son équipe de transport, y montant tout un matériel précieux pour les combats à venir. Lors de la puissante attaque allemande contre le Vercors, il résiste farouchement dans le secteur des Pas, au sud-est du plateau, du 20 au 23 juillet 1944. Succombant sous le nombre, il réussit à franchir les lignes ennemies avec ses quatre-vingts hommes et reprend le combat dans un nouveau secteur.

Le 22 août, il montre, au cours de la prise de Vizille, puis de la poursuite de l'ennemi en déroute, belles qualités de chef et entre le premier à l'Hôtel de la Division militaire à Grenoble, où réside le général Dailhe commandant la subdivision militaire pour Vichy.

Après la libération de Lyon, en septembre 1944, le "commandant Georges" est nommé chef du 4^e Bureau de l'état-major de la 15^e Région militaire. Affecté au ministère des Armées comme officier de liaison entre le ministère de l'Armement et le ministère des Armées de septembre 1945 à juillet 1946.

En 1948, il est un des fondateurs des Combattants de la Liberté qui deviendra le Mouvement de la Paix.

Il sera membre du Bureau National de l'ANACR de 1954 à 1980, puis membre de son Comité d'honneur jusqu'à son décès le 23 avril 1981.

Fait Compagnon de la Libération le 7 août 1945, il était Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39/45 et Médaille de la Résistance.

LESCURE Roger Colonel Murat



Roger Lescure est né le 23 décembre 1912 à Albussac en Corrèze de parents meuniers.

Après une courte scolarité, il fait divers petits métiers à Albussac et Argentat. Monté à Paris à 18 ans, il est "bougnot", livreur aux halles de Paris, garçon de café, serveur de restaurant. Il fait son service militaire à Limoges au 20^e Régiment de dragons, en 1934.

La guerre survient, alors qu'il a une forte activité au sein du Parti communiste français où il a connu Léon Lanot qui, après la démobilisation de juin 1940, va devenir responsable de la résistance en Haute-Corrèze et amener Roger Lescure à reprendre l'activité et à recruter au sein du PCF.

Du 21 juin 1941 à la Libération, son épouse et lui mettent leur établissement, le café "Le Verdanson", à disposition du P.C. clandestin, dirigé en Corrèze par Germain Auboiron et Paul Peyraud. Roger Lescure est arrêté comme communiste le 6 avril 1943, interné au camp de Saint-Paul-d'Eyjeaux, en Haute-Vienne, puis transféré le 1^{er} juin 1943 à la forteresse de Saint-Martin-de-Ré. Il s'évade le 12 septembre 1943, pour rejoindre la Corrèze, se réfugiant chez des amis sans cesser son activité.

Fin octobre 1943, il est envoyé en Dordogne pour organiser puis diriger l'École des cadres interrégionale à Fanlac. Il s'agit de former des hommes à la guerre de harcèlement et d'en faire des sous-officiers et des officiers de la Résistance qui, à leur tour, formeront des maquisards confirmés. Les attaques des maquis sont si nombreuses que les Allemands surnomment le Limousin "la petite Russie". Cette école, malgré une attaque allemande, existera jusqu'à la Libération, en changeant souvent de place.

Début 1944, Roger Lescure est nommé commissaire aux opérations régional (COR) pour la Dordogne, jusqu'au 6 avril, puis Commissaire aux opérations interrégional (COIR) pour la 5^e Région FFI (comprenant la Haute-Vienne, la Creuse, la Corrèze, l'Indre, la Dordogne et le Lot) et nommé lieutenant-colonel, affecté à l'État-major des Forces françaises de l'Intérieur (FFI) de la 5^e Région (R5).

Roger Lescure participe à la libération d'Egletons en Corrèze. Après la libération du département et de la région, il est nommé commandant du bataillon de sécurité de la région FFI.

Il aide à la création, sur Périgieux, du 134^e RI, composé d'anciens maquisards de la R5. Il est commandant adjoint du colonel Demonet. Avec son régiment, le lieutenant-colonel Lescure reste en poste à Metz de juin à novembre 1945, puis l'accompagne en occupation en Allemagne. Il est démobilisé en 1946.

Roger Lescure, entré au Conseil National de l'ANACR en 1966, sera membre du Bureau National de 1974 à 2002, puis du Comité d'honneur jusqu'à son décès le 31 mai 2009.

Fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, Roger Lescure était Commandeur de la Légion d'Honneur, Médaille de la Résistance avec rosette, Croix du Combattant Volontaire 39/45.

LE TAC Joël

Le Vigan, Overcloud, Joël Coussen, Joe, Granville.



Joël Le Tac est né le 15 février 1918 à Paris dans une famille d'instituteurs. Étudiant en droit, il est mobilisé le 16 septembre 1939.

Muté sur sa demande dans l'infanterie, il est versé au peloton d'aspirant officier de réserve d'infanterie à Vincennes. Replié avec son unité dans les Landes, il refuse l'armistice et se rend à Saint-Jean-de-Luz. Le 24 juin, il embarque sur le *Baron Nairn* qui évacue des troupes polonaises vers l'Angleterre.

Arrivé à Liverpool, il s'engage dans les Forces françaises libres et est nommé sergent instructeur au camp de jeunesse de la France libre à Bryn-bach. Il participe en octobre 1940 à la création de la 1^{re} Compagnie d'infanterie de l'air.

Ayant passé le brevet de parachutiste en décembre 1940 et subi un entraînement intensif près de Londres puis en Ecosse, il est parachuté le 15 mars 1941 près de Vannes pour la première opération «Action» en France occupée. Resté en France, il retrouve à Paris son frère Yves qui l'accompagne en Bretagne pour récupérer des armes.

Joël Le Tac rejoint une seconde équipe parachutée en mai 1941, chargée notamment de la destruction de l'usine électrique de Pessac en Gironde puis passe en zone Sud où, avec Yves, il prend d'importants contacts avec ce qui deviendra la Résistance intérieure ; en particulier avec l'organisation "Liberté" de François de Menthon, Georges Bidault et Pierre-Henri Teitgen.

Il regagne l'Angleterre par l'Espagne et le Portugal en août 1941. Après une période d'entraînement, Joël Le Tac, promu sous-lieutenant, est déposé à la pointe du Finistère dans la nuit du 13 au 14 octobre 1941 pour organiser le premier réseau-action en zone occupée : le réseau "Overcloud", en Bretagne. Il organise les premiers parachutages d'armes et de matériels en zone nord, en novembre et décembre 1941. Il prépare l'embarquement, dans la villa de ses parents, à Saint-Pabu, près de Brest, d'agents de la Résistance - notamment Fred Scamaroni - et des services spéciaux, et rejoint de nouveau l'Angleterre par vedette rapide avec son frère le 6 janvier 1942.

Il revient en France par voie maritime le 25 janvier 1942, mais une partie de son réseau ayant été détruit pendant son absence, il est arrêté dans une souricière tendue le 5 février 1942 à Rennes par la police militaire allemande. Transféré de la prison d'Angers à Fresnes, Joël Le Tac y reste jusqu'en juillet 1943 avant d'être envoyé au camp du Struthof en Alsace comme déporté NN (*Nacht und Nebel*). Il y reste jusqu'à l'évacuation de septembre 1944, en raison de l'avancée des troupes alliées.

Il est alors successivement transféré à Dachau puis Neuengamme, et enfin à Gross Rosen, en Silésie. Évacué devant l'avancée russe par le fameux "convoy de la mort" en janvier 1945, il est le seul survivant de son wagon de 100 personnes. Il sera libéré à Bergen-Belsen le 18 avril 1945.

Fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, il était Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-45, Médaille de la Résistance. Il fut membre du Comité d'Honneur de l'ANACR de 1978 à son décès le 8 octobre 2005.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

MANHES Henri Frédéric



Henri Manhès est né le 9 juin 1889 à Etampes (Seine-et-Oise), de parents horlogers.

Mobilisé le 2 août 1914, volontaire pour le front, il est blessé à deux reprises et termine la Guerre commandant de compagnie avec le grade de lieutenant.

Militant syndical, il est par ailleurs membre des Croix de feu et franc-maçon.

En Espagne en 1936, il assiste aux débuts de la Guerre civile et, à son retour en France, entre dans l'équipe de Pierre Cot, ministre de l'Air du gouvernement de Front populaire. Il y fait la connaissance de Jean Moulin, directeur du cabinet civil.

Henri Manhès cherche à s'engager dans l'Armée de l'Air, et est admis 1^{er} novembre 1937 à servir en situation d'activité dans l'Armée de l'Air. Commandant d'unité à la Base aérienne de Villacoublay, puis à la Base aérienne de Saint-Cyr, il est promu au grade de commandant le 15 juin 1939. Dès la déclaration de guerre, il organise la défense de la Base et de la région. La France occupée, Manhès s'affilie bientôt à "Ceux de la Libération" créé en zone occupée à la fin de l'année 1940 par Maurice Ripoche, et signe son engagement dans les Forces françaises libres au début du mois d'avril 1941 sous le nom de *Frédéric Monceau* avec le grade de lieutenant-colonel.

Dès le retour en France de Jean Moulin, en janvier 1942, il travaille à ses côtés en qualité d'adjoint à l'organisation de la résistance française en zone Sud, puis aussi en Zone Nord. Le 1^{er} juin 1942, il est promu au grade de colonel dans les FFL.

Au même moment, il crée un réseau d'action, de renseignements et d'évasion qui prend pour nom son second prénom (et pseudonyme) et devient le réseau "Frédéric" des FFC. Le 27 janvier 1943, il part pour Londres où il est nommé délégué du Comité national français (CNF) pour la zone occupée.

De retour en France le 14 février, il est arrêté par les Brigades spéciales à Paris, le 3 mars 1943. Transféré à la Police allemande le 5 avril 1943, il est incarcéré au Cherche-midi, puis à Fresnes. Après 10 mois d'interrogatoires, il est déporté à Buchenwald où il parvient le 24 janvier 1944.

Jusqu'à sa libération le 11 avril 1945, mandaté par ses camarades, il crée le Comité des intérêts français et des groupes d'autodéfense rassemblés sous le titre générique de "Brigade française d'Action libératrice", dont le but était, le moment venu, d'entrer en lutte avec les SS pour s'opposer à l'extermination des Français. Par cette action particulièrement courageuse et dangereuse, il risqua à tout moment la mort.

A son retour de déportation, il crée, en octobre 1945 avec Marcel Paul, rencontré à Buchenwald, la Fédération nationale des Déportés et Internés Résistants et Patriotes (FNDRIP).

Fait Compagnon de la Libération le 19 octobre 1945, il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 14/18 et 39/45, Médaille de la Résistance, Croix du C.V.R.

Il fut membre du Comité d'Honneur de l'ANACR de 1954 à son décès le 24 juin 1959.

MANIGART Henri Henri, Papa



De nationalité belge, Henri Manigart est né le 10 mai 1898.

Propriétaire à Aubervilliers d'une entreprise de cordonnerie, il entre dans la Résistance au lendemain de l'armistice de juin 1940 en organisant

un réseau d'entraide et d'évasion de prisonniers de guerre à Aubervilliers.

Ce réseau s'étend rapidement à la zone Nord-est de la Région parisienne. Doté d'un grand sens de l'organisation, il fournit, grâce à un service de faux-papiers, des pièces d'identité à environ 3 000 prisonniers évadés ; il réussit également à faire évader plus de 300 aviateurs alliés.

Après la mise en place de la législation sur le Service du travail obligatoire (STO), son réseau apporte son aide à 9 000 réfractaires en leur procurant des papiers et des emplois, à Paris ou en province.

Sous son impulsion, des milliers de fausses cartes d'identité sont délivrées et des tickets d'alimentation distribués aux Résistants et aux réfractaires du STO.

Henri Manigart, alias *Henri*, est, en outre, l'organisateur d'une énorme entreprise de propagande contre Vichy et en faveur du général de Gaulle, qui fonctionne avec la distribution de tracts et l'apposition d'affiches.

Henri Manigart - dit *Papa* - forme et dirige des groupes francs et participe lui-même à des sabotages (câbles téléphoniques et haute-tension, centrales électriques), à des déraillements de trains, à des enlèvements de matériel ou d'essence.

En janvier 1944, il entre en contact avec le mouvement de résistance "Ceux de la Résistance" (CDLR). En mai 1944, recherché par la Gestapo, il doit entrer dans la clandestinité.

Ses groupes francs sont rattachés à CDLR peu de temps avant la libération de Paris et de la banlieue nord, dans laquelle il joue un rôle très actif. Reconnu comme chef des FFI du secteur Aubervilliers - Stains - Drancy (Section Nord) en juillet 1944, il réalise d'importantes opérations à la tête de groupes francs de CDLR (les groupes Henri) qui réunissent environ 3 000 FFI. Ces derniers ont à leur actif, dans les communes au nord de la capitale, la mise hors de combat de 160 Allemands, la prise de 273 prisonniers et la récupération d'un matériel important et de centaines de milliers de litres d'essence en prenant possession des magasins généraux d'Aubervilliers et de Saint-Denis.

Pendant la période de la Libération, Henri Manigart assure également le ravitaillement d'une partie de la population et la subsistance de 200 gardiens de la paix avec les fonds qu'il a récoltés au profit de son groupe mais aussi avec ses fonds personnels. Il alloue également une somme d'argent à chaque veuve de FFI d'Aubervilliers en fonction du nombre d'enfants à charge.

Décédé le 23 mai 1982 à Aubervilliers, il avait été fait Compagnon de la Libération le 20 janvier 1946, et était Chevalier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39/45 et Médaille de la Résistance.

MUSELIER Emile



Emile Muselier est né le 17 avril 1882 à Marseille, où son père est inspecteur des Postes.

Entré à l'Ecole navale de Brest en 1899, il en sort dans la même promotion que Darlan.

En 1914, il part en Adriatique combattre la flotte autrichienne. En mars 1915 il est rapatrié sanitaire en France et demeure en convalescence à Pouilly-en-Auxois, mais dès le mois de mai il est volontaire pour rejoindre la brigade des fusiliers-marins en Belgique et se bat sur l'Yser.

En avril 1918, il obtient son premier commandement véritable, sur l'avis *Scape*, et est promu capitaine de corvette au mois de juillet de cette même année. Pendant le mois de mars 1919 il défend le port de Marioupol, en mer d'Azov, contre les Bolcheviks et est, en 1922, promu capitaine de frégate. Au mois de juillet 1926, il est nommé capitaine de vaisseau. En 1933, le contre-amiral Muselier devient Major Général du port de Sidi-Abdallah en Tunisie.

D'août 1938 à décembre 1939 il assure à Marseille le commandement de la Marine et du secteur de défense de la ville. Après avoir été promu vice-amiral, le 10 octobre 1939, il est mis à la retraite par mesure disciplinaire le 21 novembre, suite d'incidents l'ayant opposé à l'amiral Darlan.

Le 14 juin 1940 les Allemands entrant dans Paris, il gagne Marseille en 9 jours, ralliant des troupes sur son chemin. Là, il embarque à bord du charbonnier anglais *Cydonia* en direction de Gibraltar, et lui fait traverser les champs de mines qu'il a lui-même fait poser. De là, il gagne Londres en hydravion. Il rallie à sa cause le chalutier *Président Houdouze*, le cargo *Rhin*, l'*Anadyr*, des avions et des aviateurs.

C'est au soir du 30 juin 1940 que l'amiral Muselier entre en contact pour la première fois avec de Gaulle, qui le nomme le 1^{er} juillet 1940 au commandement des forces maritimes françaises restées libres «quelles qu'elles soient et quel que soit l'endroit où elles se trouvent» et à celui, provisoire, des forces aériennes. Il est condamné, le 23 octobre 1940, par le Tribunal Maritime de Toulon, à la peine de mort et à la confiscation de ses biens.

A la création du Comité national, il est nommé Commissaire national à la Marine et à l'Air. Le 18 décembre le général de Gaulle intime l'ordre à l'amiral Muselier de rallier Saint-Pierre-et-Miquelon, ce qui est fait, après un plébiscite le 24 décembre 1941.

Il rentre à Londres le 28 février 1942 et démissionne de son poste de Commissaire, suite au manquement, forcé, à sa parole envers les Etats-Unis de ne pas intervenir dans ces territoires. Il souhaite toutefois conserver le commandement des FNFL ce que refuse le général de Gaulle. Sa démission est acceptée le 4 mars 1942.

En septembre 1944 le général de Gaulle le nomme Chef de la délégation navale aux Affaires allemandes. En 1946 il est mis à la retraite.

Décédé le 2 novembre 1965, l'Amiral Muselier avait été fait Compagnon de la Libération le 1^{er} août 1941. Il était Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1914-1918 et 1939-45 A la fondation de l'ANACR en 1952, l'Amiral Muselier entra à son Comité d'honneur.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

PIETTE Jacques

Personne



Jacques Piette est né le 13 mai 1916.

Diplômé de droit public et d'économie politique, élève de l'Ecole des hautes études sociales, il est membre du comité directeur de la SFIO à partir de 1938.

Il accomplit son service militaire comme élève-officier de réserve à Saint-Cyr en 1939 et, nommé sous-lieutenant en mai 1940, est affecté au 24^e R.I. Après l'armistice, en septembre 1940, il entre en rapport avec le commandant Daum de la base de Pau, et va dès lors appartenir à un réseau de renseignements s'occupant aussi de faire passer la ligne de démarcation ou de transporter des armes.

En 1942, le réseau de Jacques Piette disparaît à la suite de la saisie par la Gestapo d'importants stocks d'armes cachés en Vendée. En juillet 1942, il établit une liaison avec le groupe d'Uriage et entre en relation, en septembre 1942, avec le réseau "Centurie" dont la direction de la section économique lui est confiée dès le mois de décembre.

Entré à l'Organisation civile et militaire (OCM), il participe alors à l'élaboration des Cahiers de l'OCM et favorise, en mars 1943, l'entrée des groupes d'Uriage dans la Résistance. Il assure les contacts entre le Comité général des experts de l'OCM et le Bureau des opérations aériennes (BOA).

En septembre 1943 Jacques Piette devient membre du comité directeur de l'OCM sous le nom de "Personne" et, en octobre, est nommé chef de la Région militaire pour le Nord, le Pas-de-Calais, et la Somme (Région A). En décembre 1943, son commandement s'étend à l'Aisne et à la Seine-inférieure.

Le 21 février 1944, il est nommé inspecteur régional des FFI pour la Région A et réalise la fusion militaire des mouvements, répartissant les armes et mettant en place les plans (Vert, Violet, Tortue). Il crée les maquis de l'Aisne et de Seine-inférieure, et rend compte, en avril 1944, du succès de plus de 200 opérations de sabotage (écluses, voies ferrées, embuscades, etc.).

Le 8 mars 1944, il échappe à la Gestapo et prend la succession du colonel Touny, arrêté peu de temps auparavant. Il devient ainsi le chef militaire national de l'OCM et assure la direction du réseau "Centurie", en liaison avec le réseau de la "Confrérie Notre-Dame". C'est grâce au plan de défense côtière de la Manche envoyé à Londres par le réseau de Jacques Piette que les Alliés ont choisi le point de débarquement du 6 juin 1944. Plus tard, le général Omar Bradley dira à Jacques Piette : "les renseignements qui figuraient sur ce plan étaient d'une telle valeur que nous avons pu réussir l'opération avec un minimum de pertes en hommes et en matériel".

Le 10 juin 1944, il est nommé colonel puis membre du Comité parisien de libération. Il prend part à la libération de la capitale et s'établit à l'Hôtel de Ville le 20 août au matin. Il sera nommé commissaire de la République à Lille.

Décédé le 2 avril 1990, Jacques Piette, fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, était Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 39/45 et Médaille de la Résistance.

Il fut membre du Comité d'honneur de l'ANACR de 1980 à 1990.

PYTKOWICZ (PICOT) Lazare

Petit Louis, Louis Picot



Lazare Pytkowicz est né le 29 février 1928 à Paris. Son père était ébéniste.

Au moment de l'armistice, Lazare Pytkowicz a 12 ans et vit avec sa famille à Paris. Très vite, il aide son frère et une de ses sœurs aînées qui distribuent des tracts et de petits journaux anti-allemands ; l'ensemble de la famille participe aux activités de propagande anti allemande.

Au printemps 1942, son frère et une de ses sœurs sont arrêtés et condamnés à la prison à vie par le tribunal militaire allemand de la rue Boissy d'Anglas.

Avec le reste de sa famille, Lazare est arrêté à son tour le 16 juillet 1942 lors de la rafle du Vel'd'Hiv'. Avec l'autorisation de son père, profitant d'une bousculade et ayant arraché son étoile jaune, Lazare parvient à s'échapper du Velodrome.

Il demeure quelques temps chez des amis à Paris puis, avec M. Etienne Moulin, l'oncle d'un de ses amis de classe, membre de la Résistance et qui lui fait faire de faux papiers, il quitte la capitale fin 1942 dans le but de gagner l'Algérie. A Lyon, Etienne Moulin est arrêté ; des membres de son réseau de résistance le préviennent et lui annoncent qu'il va être "mis au vert" et installé à la campagne.

Il refuse, et "Petit Louis" devient agent de liaison des groupes francs des M.U.R. en janvier 1943, alors qu'il n'a pas quinze ans. Fin juin 1943, il est chargé d'entrer en contact avec la femme d'un geôlier du Fort Montluc où sont internés Jean Moulin et les résistants arrêtés à Caluire pour essayer de connaître leurs entrées et sorties de la prison.

Le 24 octobre 1943, Petit Louis est arrêté par la Gestapo sur le pont de la Guillotière à Lyon. Interrogé, il réussit à induire en erreur les inspecteurs qui le questionnent et se fait conduire par eux à un faux rendez-vous nocturne d'où il parvient à tromper leur surveillance et à s'échapper malgré les coups de feu qui lui sont destinés. Immédiatement il se remet en contact avec son groupe et reprend son activité.

Mais, trop connu à Lyon, il est "brûlé" et envoyé à Paris comme agent de liaison des groupes francs du Mouvement de Libération nationale (MLN), nouvelle appellation des MUR, que commande Ravel et récemment installés à Paris.

Le 27 janvier 1944, Porte Dorée à Paris, il est arrêté une troisième fois par la Milice dans le cadre des arrestations concernant un complot ourdi contre Darnand. Il est transféré successivement de Paris à Lyon, Vichy et Moulins sous la responsabilité de la Milice. Il est ensuite remis entre les mains de la Gestapo.

En juillet 1944, les Allemands, devant l'avance rapide des Alliés, décident de transférer les prisonniers de Moulins à Paris avant de les déporter en Allemagne. A la gare de Lyon, le 14 juillet, au moment de sa déportation, il parvient une nouvelle fois à s'échapper en se noyant dans le flot des voyageurs.

Fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Croix du Combattant 39/45 et Croix du Combattant Volontaire de la Résistance.

Entré au Conseil National de l'ANACR en 1960, il en resta membre jusqu'à son décès le 12 octobre 2004.

RAVEL Serge

Ravel, Pressentier, Verdun, Charles Guillemot, Lucien Poisson, Marcel Ferval



Serge Asher est né le 12 mai 1920 à Paris. Après des études secondaires au lycée Louis-le-Grand, il entre en septembre 1939 à l'Ecole Polytechnique. Affecté le 1^{er} avril 1940 à l'Ecole d'officiers d'artillerie de Fontainebleau, il est envoyé, au lendemain de l'Armistice, dans un chantier de jeunesse en Savoie. En décembre 1940, il est rappelé à l'Ecole polytechnique, repliée à Lyon, pour y reprendre ses études.

En avril 1941 il prend contact avec le général Cochet qui l'intègre à son mouvement de Résistance. En décembre 1941, il crée son propre groupe de résistance.

Terminant ses études en juin 1942, il entre à Libération-sud, dont il devient en septembre un "permanent" attaché au Comité directeur. Arrêté le 5 novembre 1942 à Marseille par la police française, il parvient à s'échapper le lendemain. Arrêté de nouveau le 15 mars 1943 à Lyon par la police française, il est interné à la prison Saint-Paul. Ayant réussi à se faire transférer à l'hôpital de l'Antiquaille, il est délivré ainsi que deux de ses camarades qui y avaient été transférés, eux aussi, par une action des groupes-francs de Libération-sud le 24 mai 1943. Nommé chef national des groupes-francs (GF) des M.U.R., il prendra le pseudonyme de Ravel qu'il conservera jusqu'à la libération et qui est devenu son patronyme.

Arrêté une troisième fois, le 19 octobre 1943, par la police militaire allemande, lors d'une réunion près de Meximieux dans l'Ain, Serge Ravel réussit à nouveau à s'échapper.

L'organisation des Groupes Francs a inscrit à son actif un nombre élevé d'opérations importantes : libération de Raymond Aubrac, le 21 octobre 1943, destruction du dépôt de munitions allemand de Grenoble le 13 novembre 1943.

Le 1^{er} avril 1944, Ravel devient chef du 3^e Bureau de l'Etat-major des Corps francs de la Libération (CFL). Il se rend à Toulouse afin de mettre en place la nouvelle formation dans la région. Par accord général il en devient chef régional.

Dans ce nouveau contexte, il est nommé 6 juin 1944 par le général Koenig chef régional des FFI (environ 50 000 hommes) et est nommé colonel FFI.

Du 17 au 24 août 1944, les FFI font 13 000 prisonniers et capturent 300 000 tonnes de matériel ainsi que plusieurs avions. Devenu Commandant de la Région Militaire de Toulouse, il organise les FFI en unités régulières, qui participeront à la libération d'Autun puis à celle de Roan.

Accidentellement blessé au cours d'une mission à Paris à la fin de septembre 1944, Serge Ravel abandonne son commandement régional. Chef de bataillon à la fin de la guerre, il est ensuite diplômé d'Etat-major. Serge Ravel démissionne en 1950 et exerce comme ingénieur d'électronique.

Fait Compagnon de la Libération le 18 janvier 1946, il était Grand Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-45 et Médaille de la Résistance.

Il fut membre du Conseil National de l'ANACR de 1966 à son décès le 27 avril 2009.

LE DOSSIER : LES 24 COMPAGNONS DE LA LIBERATION MEMBRES DE L'ANACR

ROL-TANGUY Henri (Louis, Théo, Morel, Prat, Gay, Imbert, Nordal, Rol)



Henri Tanguy naquit le 12 juin 1908.

Ouvrier métallurgiste en Région parisienne dès l'âge de 14 ans, il adhère aux Jeunesses puis au Parti communistes. En octobre 1936, il devient secrétaire du Syndicat

CGT des Travailleurs de la Métallurgie de la Région parisienne.

De février à octobre 1937, il est en Espagne dans les Brigades internationales, dont il devient officier et commissaire politique de la 14^e brigade «La Marseillaise». De retour en Espagne en février 1938, il est blessé à la poitrine le 18 juin sur le Front de l'Ebre et rentre en France en novembre.

Mobilisé en septembre 1939 en Lorraine, affecté au 28^e R.I.C. promu lieutenant, il combat du 5 au 24 juin 1940 et est cité à l'ordre du régiment. Il est démobilisé en août et retrouve Cécile, sa marraine de guerre en Espagne, et reprend contact avec le Parti communiste interdit depuis septembre 1939.

Le 5 octobre 1940, il entre dans la clandestinité et participe à la mise sur pied de l'Organisation spéciale (OS) du PCF, dont il a la responsabilité du secteur Sud de Paris et de sa banlieue. En août 1941, il est chargé avec Raymond Losserand et Gaston Carré de l'organisation dans la région Parisienne de groupes armés, qui fusionneront en février 1942 dans les Francs-tireurs et partisans (FTP).

Envoyé pour raison de sécurité dans la Région Poitou-Anjou, il y prend la tête des FTP, avant de revenir en Région parisienne pour y réorganiser les FTP. En septembre 1943, il est nommé représentant FTP au Comité d'action contre la déportation, qui sabote les départs au STO. En octobre, il représente les FTP à l'état-major FFI de la «région P» regroupant 11 départements autour de Paris.

D'abord sous-chef de l'état-major, il devient en mai chef régional FFI de la région P1 (Seine, Seine-et-Oise, Seine-et-Marne, Oise), qu'il baptise «Île-de-France». Il prend alors le pseudonyme de Rol, en souvenir de Théo Rol, combattant des Brigades tué en 1938 pendant la bataille de l'Ebre.

Se consacrant alors à la préparation de la libération de Paris, en liaison avec le CNR, son COMAC et le délégué militaire national, il dirigera de son PC de la Place Denfert-Rochereau l'Insurrection qui libérera l'essentiel de la Capitale. «Rol» cosignera le 25 août avec Leclerc la reddition de Von Choltitz.

Ayant à la Libération rejoint l'Armée, il est affecté à la 1^{re} Armée de de Lattre, au 151^e R.I. de la 2^e Division d'Infanterie Marocaine et, comme adjoint du commandant du régiment, participe à tous ses combats du Rhin au Danube. Intégré dans l'armée d'active, il sera chef de corps du 27^e R.I.

Fait Compagnon de la Libération le 18 janvier 1946, il était titulaire de la Grand-Croix de la Légion d'honneur, de la Croix de Guerre 39-45, de la Médaille de la Résistance, des Croix du Combattant volontaire et de CVR.

Entré en février 1963 au Bureau National de l'ANACR, il en devient vice-Président en 1978 et en 1988 Président jusqu'à son décès en 2002.

SAVARY Alain



Né le 25 avril 1918 à Alger d'un père ingénieur des chemins de fer, il fait ses études secondaires au lycée Buffon à Paris, puis sera licencié en droit et diplômé de l'Ecole libre des Sciences politiques.

Mobilisé dans la Marine en octobre 1938, il sert sur le croiseur *Georges Leygues*.

En juin 1940, il rallie la France Libre et rejoint Londres où il devient, avec le grade d'enseigne de vaisseau, l'aide de camp de l'amiral Muselier commandant les Forces navales françaises libres (FNFL). En décembre 1941, au moment du ralliement de Saint-Pierre-et-Miquelon auquel il participe, l'Amiral Muselier lui confie la charge d'administrer ces territoires. Il reste gouverneur de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en janvier 1943.

En avril 1943, il rejoint à Zuara, en Tripolitaine, le 1^{er} Régiment de fusiliers marins (1^{er} RFM) qui devient un régiment Blindé de Reconnaissance au sein de la 1^{re} Division française libre. Il est tout d'abord affecté à l'état-major du régiment, puis obtient le commandement de son 2^e Escadron.

A partir d'avril 1944, Alain Savary participe à la campagne d'Italie. Les 20 et 21 mai 1944, lors de la progression de la Division le long du Liri, il fait de nombreux prisonniers et tient seul sous le feu allemand pendant six heures un front de 2 km. En août 1944, le 2^e Escadron débarque en Provence et participe activement aux combats de libération de La Crau et de Toulon.

S'ensuit la remontée de la Vallée du Rhône et l'entrée à Lyon. Le 12 septembre la jonction est faite, à Montbard en Côte-d'Or, entre un peloton de l'escadron Savary et les spahis du 1^{er} Régiment de marche de spahis marocains (1^{er} RMSM) de la 2^e DB du général Leclerc.

Alain Savary prend part aux opérations en Franche-Comté et à la campagne des Vosges avant d'être appelé à siéger, en octobre 1944, à l'Assemblée consultative provisoire où il est un des représentants de la France Combattante. En mars 1945, il est nommé commissaire de la République à Angers avec le rang de général de corps d'armée. En 1946, il devient secrétaire général du Commissariat aux Affaires allemandes et autrichiennes.

De 1948 à 1951, il est conseiller de l'Union française puis député de Saint-Pierre-et-Miquelon jusqu'en 1959, date à laquelle il devient secrétaire général adjoint de la SFIO. De 1969 à 1971, il sera Premier secrétaire du Parti socialiste.

Sa carrière ministérielle commence avec le secrétariat d'Etat aux Affaires étrangères pour les affaires marocaines et tunisiennes en 1956.

Député de Haute-Garonne de 1973 à 1981 et président du Conseil régional Midi-Pyrénées de 1974 à 1981, Alain Savary sera ministre de l'Education nationale de mai 1981 à juillet 1984.

Alain Savary est décédé le 17 février 1988 à Paris.

SIMON Henry (Lebrun, Lenoir, Surt, Huitton)



C'est dans la famille d'un receveur-buraliste de Côte-d'Or que, le 25 septembre 1896, naquit à Dijon Henry Simon.

A l'issue de ses études secondaires au Lycée Carnot de Dijon, il devient inspecteur

des contributions directes de la ville.

Mobilisé lors de la 1^{re} Guerre mondiale et envoyé au front en avril 1917, il est blessé le 28 octobre à Bruyères (Vosges) par un éclat d'obus à la tête de sa section lors de l'assaut contre une position ennemie ; il sera à nouveau blessé en mai 1918 à Branges (Aisne), et gazé le 3 octobre 1918.

Il terminera la Guerre comme sous-lieutenant, chevalier de la Légion d'honneur, Croix de Guerre 14-18 et Croix du Combattant 14-18.

Reprenant en septembre 1919 sa vie professionnelle, il devient contrôleur des contributions directes et, ayant repris des études, il devient docteur ès sciences économiques de la faculté de Grenoble en 1929.

Membre du Parti communiste, capitaine de réserve, il n'est pas mobilisé en 1939 et est affecté spécial du fait de ses fonctions administratives au Ministère des Finances.

Dès le mois d'août 1940, reprenant contact avec des camarades, il entre en Résistance. Sa spécialisation en géodésie et topographie lui permettra de recueillir de précieux renseignements.

Organisateur du Front National pour la libération et l'indépendance de la France dans les Bouches-du-Rhône, il en devient le responsable départemental sous l'autorité de Georges Marrane.

Début 1943, il se voit confier par l'état-major FTPF-Zone Sud un rôle de conseiller militaire, puis en juillet de chef régional FTPF pour la Région de Marseille. Chef régional-adjoint des F.F.I. formées début 1944, il en devient en juillet, après les arrestations successives de «Levallois» (Robert Rossi) et «Turpin» (Jacques Renard), chef régional pour la R2.

Refusant malgré le danger de quitter la Région comme l'en pressent ses supérieurs, il y reste en préparer la libération avec l'insurrection de Marseille. Du 18 au 27 août 1944, en liaison avec les troupes franco-américaines débarquées le 15 août sur la côte varoise, il dirige personnellement les combats de la libération de Marseille et de ses environs ; puis après la Libération, organisant l'intégration des FFI dans l'armée régulière, il assure le maintien de l'ordre dans la ville.

Promu colonel en septembre 1945 et fait Compagnon de la Libération le 17 novembre 1945, Henri Simon, ayant repris son activité professionnelle jusqu'en 1963, est décédé le 9 juin 1987. Il était commandeur de la Légion d'honneur, Croix du CVR et titulaire d'autres décorations françaises et étrangères.

LA RESISTANCE MACÉDONIENNE



La grande Macédoine divisée :

- Macédoine de l'Égée (Grèce)
- Macédoine du Vardar (alors en Serbie)
- Macédoine du Pinn (Bulgarie)
- Macédoine albanaise

L'accession de la Macédoine à une indépendance reconnue internationalement est récente, conséquence de l'éclatement en 1991 de la Fédération yougoslave dont elle était une république constitutive à sa formation en 1944.

Pour autant, le nom de «Macédoine» était entré dans l'Histoire au IV^e siècle avant notre ère, avec le Royaume de ce nom qu'illustrèrent Philippe puis son fils Alexandre le Grand, lequel, après avoir conquis la Grèce puis l'actuelle Turquie, porta les limites de son Empire jusque dans les steppes d'Asie centrale et aux confins de l'Inde, ainsi que sur le pourtour est et sud de la Méditerranée jusqu'en Égypte ; il mourut à Babylone (Irak) en 323 avant J.C.

Le Royaume hellénistique de Macédoine subsista jusqu'à sa conquête en 168 avant J.C. par les Romains, qui notamment fondèrent la ville de Scupie, l'actuelle Skopje, capitale de la République de Macédoine.

Divisé en provinces de Macedonia prima et secunda, le territoire macédonien restera jusqu'au VII^e siècle sous domination romaine puis byzantine (empire romain d'Orient), jusqu'aux invasions slaves qui, avec l'assimilation des populations préexistantes, vont se différencier linguistiquement en Slovènes, Croates, Serbes, Bulgares ; ces derniers mettant en place un royaume dont les frontières varieraient au gré des multiples conflits que connaîtra la région.

Après d'éphémères réaffirmations de la domination byzantine, qui doit faire face à des soulèvements slaves, la Macédoine passe en 1371 sous domination turque ottomane. Les Ottomans vont la diviser en trois provinces (villayets) : celle de Thessalonique (en Grèce actuelle), celle d'Uskub (Skopje), et celle de Monastir (Bitola).

Pendant trois siècles, une part importante de la population conservant sa religion chrétienne (orthodoxe), ce qui la discrimine par rapport aux musulmans, la Macédoine sous

domination ottomane va en partie s'islamiser, en premier lieu dans les centres urbains, qui accueillent aussi des Juifs sépharades ayant fui l'inquisition sévissant en Espagne et au Portugal.

Plusieurs soulèvements antiturcs auront lieu, en 1564-1565, de 1683 à 1699, motivés par les discriminations sociales dont sont victimes les chrétiens ; nombre d'entre eux, paysans, quittant leurs terres, vont former des bandes de hors-la-loi, les *Haidouks*, qui menaceront le pouvoir ottoman ; lequel devra aussi composer avec des seigneurs locaux, tel Ali Tebelen, pacha de Janina, rendu célèbre en France par Alexandre Dumas⁽¹⁾.

C'est en 1792 que paraît à Vienne, capitale de l'Empire austro-hongrois voisin, un manuel de lecture dans un dialecte de la langue macédonienne, qui n'est pas encore standardisée. Considérée comme une variante du bulgare, elle doit lutter contre l'hégémonie du grec, langue de l'Eglise orthodoxe et des affaires, ainsi que contre celle du turc, langue de l'administration. En 1838 est ouverte à Thessalonique une première imprimerie en slavo-macédonien puis à partir de 1840 sont ouvertes de premières écoles en cette langue.

Au début du XIX^e siècle, la Macédoine aurait – selon une estimation française – compté près d'un million d'habitants, dont les ¾ d'orthodoxes et 200 000 musulmans. Après la guerre de Crimée, qui opposa victorieusement de 1853 à 1856 Français, Anglais et Turcs à la Russie, vont s'ouvrir à Orhid des consulats français, britannique, autrichien et grecs, que suivront d'ici la fin du siècle des consulats serbe, russe, italien, roumain et bulgare.

Dans le contexte de l'affaiblissement de l'Empire ottoman, la Serbie a obtenu son autonomie en 1817 puis son indépendance en 1829 ; ainsi que la même année la Grèce (limitée à l'Attique et au Péloponnèse). La Roumanie devra attendre 1859 et la Bulgarie 1878.

Les Balkans sont devenus une zone où se heurtent les ambitions des grandes puissances (Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie, britanniques...), en même temps que s'y affirment, pour délimiter les frontières, des nationalismes régionaux serbe, bulgare, roumain, grec... Cela va conduire à deux guerres. La première opposera entre début octobre 1912 et mai 1913 les Etats balkaniques (Serbie, Grèce, Bulgarie et Monténégro) à leur ancien suzerain, l'Empire turc ottoman. A l'issue du conflit, qui se déroula principalement en Macédoine et qui fit 25 000 morts ottomans et 50 000 morts balkaniques, la Turquie perdra l'essentiel de ses territoires européens.

C'est le partage de la Macédoine qui sera à l'origine de la seconde guerre balkanique qui, du 30 juin au 31 juillet 1913, opposera la Bulgarie à ses voisins grec, serbe, roumain et... turc. La Bulgarie, défaite, ne



conservera que la Macédoine du Pirin, la Macédoine du Vardar sera attribuée à la Serbie, la Macédoine égéenne, avec Thessalonique, à la Grèce. L'identité macédonienne – dont les Bulgares nient l'existence particulière – ne sera pas prise en compte.

NAISSANCE DU NATIONALISME

En 1893 a été fondée à Thessalonique dans la communauté slavo-macédonienne une organisation nationaliste, l'«Organisation Révolutionnaire Macédonienne» (ORM) qui, prenant en 1920 le nom définitif l'«Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne» (ORIM, *BMPO* en cyrillique macédonien), fera parler d'elle jusque pendant la Seconde Guerre mondiale et dont le but initial était une autonomie dans le cadre de l'Empire ottoman.

L'ORM/ORIM s'engagera à partir de 1896 dans une guérilla contre les Turcs en Macédoine – dernier territoire européen non-turc avec la Thrace de l'Empire ottoman – qui culminera avec l'insurrection éclatant le 2 août 1903 dans la petite ville d'Ilinden, localité macédonienne de la vallée du Vardar située entre Skopje et Koumanovo. Ce qui conduisit à la proclamation le 3 août de la «République de Krouchevo» sous la direction de Nikola Karev, un révolutionnaire socialiste présidant un gouvernement de 6 membres incluant des représentants des diverses nationalités – Macédoniens, Valaques et Albanais – présentes sur le territoire de la République s'étendant sur les régions de Prilep, Bitola, Ohrid, Kicevo.

La contre-attaque turque, menée par 180 000 hommes avec 444 pièces d'artillerie, écrasera la République de Krouchevo et fera près de 9 000 morts, détruisant plus de 12 000 habitations, des dizaines de milliers de fugitifs fuiront la répression.

Dès lors, le nationalisme macédonien sera clandestin, et l'ORIM – qui multiplie les attentats contre l'administration et les forces militaires ottomanes – va modifier son objectif, abandonnant la notion d'autonomie macédonienne pour soutenir une annexion à la Bulgarie, en arguant d'une proximité culturelle avec le bulgare ; certains linguistes bulgares ne voyant dans le macédonien qu'un dialecte du bulgare.

A l'issue de la Première guerre mondiale, la Bulgarie, alliée de la Turquie, de l'Autriche-Hongrie et de l'Empire allemand, se retrouve dans le camp des vaincus, perd son accès à la mer Egée et est amputée au nord de la Dobroudja. La perspective de l'annexion de la Macédoine du Vardar à la Bulgarie s'éloigne...

¹ Dans le roman *Le Comte de Monte-Cristo*, Ali Tebelen est trahi par Fernand Mondego, futur comte de Morcerf.

Cette partie de la Macédoine va être intégrée à un nouvel Etat issu du démembrement de l'Empire austro-hongrois, le «Royaume des Serbes-Croates-Slovides», né le 1^{er} décembre 1918 avec à sa tête le roi Pierre 1^{er} de Serbie auquel succédera le 16 août 1921 son fils Alexandre 1^{er}.

LA TENTATION FASCISTE

Pendant les premières années qui suivent la Guerre, l'ORIM, basée en Macédoine du Pirin restée bulgare, va mener des actions armées en Macédoine grecque et surtout en Macédoine yougoslave, y faisant dans les années 1923-1924 quelques 304 tués et plus de 1 300 blessés parmi les militaires yougoslaves.

Le premier ministre bulgare Stamboliyski ayant signé le 23 mars 1923 avec la Grèce et la Yougoslavie un traité pour mettre un terme aux activités de l'ORIM, celle-ci l'assassine le 14 juin suivant, après qu'un coup d'Etat organisé avec son concours l'a renversé quelques jours auparavant.

L'ORIM, dirigée par Ivan Mihailov, va poursuivre dans l'entre-deux guerres une campagne d'assassinats, dont le plus spectaculaire sera le 9 octobre 1934 à Marseille celui du roi Alexandre 1^{er} de Yougoslavie en visite officielle en France, commis par Vlado Tchernozemski (alias Petrus Kalemén), avec l'appui du mouvement nationaliste croate «Oustachi» d'Ante Pavelitch ; avec qui Mihailov avait conclu un accord le 20 avril 1929, et dont les liens avec l'Italie fasciste sont étroits.

Toutefois, un coup d'Etat ayant en Bulgarie conduit à l'interdiction de l'activité de l'ORIM, celle-ci – Mihailov se réfugiant en Turquie avant de gagner ultérieurement l'Italie fasciste – mettra en sommeil ses activités jusqu'au déclenchement de la Seconde Guerre mondiale.

L'ANNEXION BULGARE

Commencée par l'agression nazie contre la Pologne en septembre 1939, étendue en avril 1940 par l'invasion allemande du Danemark et de la Norvège, puis en mai et juin suivant par celle des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg, la Seconde Guerre mondiale s'est, malgré la défaite française, poursuivie du fait de la résistance britannique. Elle va connaître fin octobre 1940 une nouvelle extension dans les Balkans, par le début de l'agression italienne contre la Grèce.

La résistance grecque face aux troupes mussoliniennes – amenées à battre en retraite sur le front d'Albanie – va conduire Hitler à voler au secours de son allié italien. Ayant obtenu de la Hongrie horthyste et de la Bulgarie le libre passage pour ses troupes se préparant à attaquer la Grèce, Hitler va exercer sur la Yougoslavie une pression acceptée par le régent Paul qui signe le 25 mars 1941 l'adhésion de son pays au pacte tripartite (Allemagne-Italie-Japon) ; ce que va dénoncer un coup d'Etat antiallemand effectué à Belgrade le 27 mars avec l'appui du jeune roi Pierre II.

Le 4 avril, la Wehrmacht attaque la Grèce et la Yougoslavie, du 6 au 9 avril Belgrade subit un bombardement massif, en Croatie

Kvaternik, un second de Pavelitch, proclame le 10 avril l'«indépendance» d'un Etat fasciste oustachi, et le 11 avril l'armée hongroise occupe en Voïvodine une zone proche de sa frontière. Le 17 avril, l'armée yougoslave capitule, le roi Pierre II et son gouvernement se réfugiant au Caire.

La Yougoslavie est démembrée : l'Italie fasciste occupe le Monténégro, l'ouest albanophone de la Macédoine et le sud de la Slovaquie, le nord étant annexé au Reich, l'Etat oustachi annexe la Bosnie-Herzégovine, la Serbie aura un régime collaborateur...

Quant à la Macédoine yougoslave, où l'armée bulgare est entrée le 19 avril 1941, elle est en quasi-totalité sauf l'ouest, offerte par Hitler à son allié bulgare, qui l'annexe officiellement le 14 mai 1941. La Bulgarie – sans avoir pris part aux opérations militaires mais qui est une base de départ de l'«Opération Marita» de la Wehrmacht – occupe aussi la Thrace égéenne et la partie orientale de la Macédoine grecque, les slavo-macédoniens recevant la nationalité bulgare ; la partie occidentale de la Macédoine, avec Thessalonique, étant occupée par les Allemands.

Tant en Macédoine du Vardar qu'en Macédoine égéenne, la politique officielle bulgare sera de nier l'identité macédonienne et de pratiquer une «bulgarisation» – les Bulgares occupent tous les postes de fonctionnaires et ouvrent 800 écoles et à Skopje une université bulgarophone – étendue aux diverses minorités ; à l'exception des 7 148 Juifs macédoniens du Vardar déportés en mars 1943 au camp d'extermination de Treblinka.

LES DEBUTS DE LA RESISTANCE

Alors que la fin de la domination serbe, conséquence de l'effondrement yougoslave d'avril 1941, a pu susciter en Macédoine des manifestations de sympathie lors de l'entrée des troupes bulgares, la politique de bulgarisation à outrance et la répression politique à l'encontre des communistes, des socialistes, des autonomistes macédoniens va très tôt – dès octobre 1941 se forment à Skopje, Kumanovo et Prilep des unités de sabotage – conduire au développement d'une Résistance antifasciste qui va aller en se renforçant.

L'âme de la Résistance va être le Parti communiste yougoslave (PCY), dirigé en cette fin 1941 par Josip Broz «Tito» au plan national et en Macédoine par Lazar Koliševski ; lequel, arrêté en décembre 1941, sera condamné à mort par les Bulgares mais échappera à l'exécution.

Les groupes de partisans vont se multiplier en 1942, libérant temporairement plusieurs petites régions, tandis que se développe un processus d'unification des diverses tendances de la Résistance autour de l'identité macédonienne.

Le 29 novembre 1943, le 2^e congrès du «Conseil antifasciste de libération nationale de la Yougoslavie» (AVNOJ), qui rassemble les formations de Résistance de toute la Yougoslavie, prévoit pour la Macédoine le même statut d'entité fédérale que pour la Serbie, la Croatie, le Monténégro et la Bosnie-Herzégovine ; ce qui aura sur le plan politique pour première conséquence la

constitution au sein du P.C.Y. d'un «Parti communiste macédonien» autonome.

Cela va conduire aussi à la formation de l'«Assemblée antifasciste pour la libération du peuple macédonien» (ASNOM), dont les 115 membres représentent tous les courants de la Résistance et qui tient sa première réunion au monastère de Prohor-Pcinjki le 2 août 1944, date anniversaire de l'insurrection d'Ilinden en 1903 : placée sous la Présidence de Metodija Antonov-Cento, un non-communiste, elle proclame la «République populaire de Macédoine», en tant qu'Etat fédéré yougoslave.

Pour l'heure, le combat libérateur contre l'occupant bulgare appuyé par les Allemands est à mener. La principale unité partisane, le bataillon «Mirce Acev», a été formée le 18 août 1943 sur le mont Slavei entre Ohrid et Kitchovo, le 11 novembre suivant naît la Première division de l'«Armée populaire de Libération de Macédoine» (*Narodnoosloboditelna Vojcka Makedonija, N.O.V.*) par la fusion de deux bataillons macédoniens et d'un bataillon kosovar alban-



A g., Mirce Acev, héros de la Résistance macédonienne († 4 juin, 1943), à dr. le monastère de Prohor-Pcinjki.

phone, une seconde division est formée en Macédoine grecque le 22 décembre et une troisième le 22 février 1944.

7 000 partisans seront recensés fin 1943 : ils devront faire face au printemps 1944 à une violente offensive germano-bulgare. La N.O.V, commandée Mihail Apotolski, comptera en septembre 1944 – quand la Bulgarie, face à l'offensive soviétique à travers la Roumanie, aura changé de camp – quelques 60 000 partisans, répartis en 3 corps, sept divisions et trente brigades.

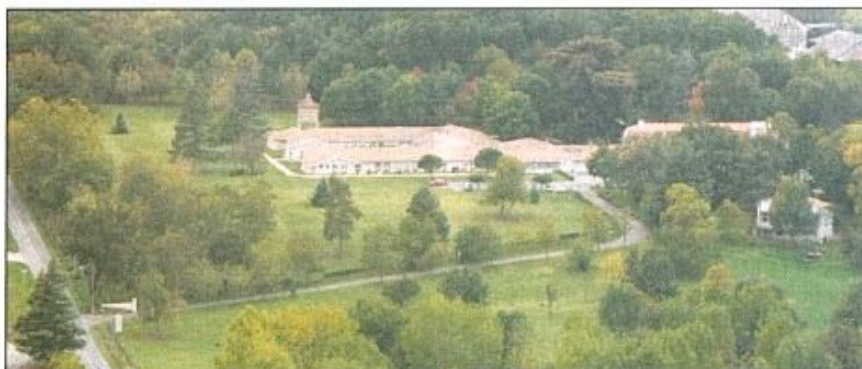
Hitler tentera – en vain – de constituer comme satellite du Reich une «république indépendante de Macédoine», dirigée par l'ancien chef de l'ORIM, Mihailov, jusqu'à réfugié en Croatie fasciste. Après de durs combats avec les Allemands, Prilep sera le 2 novembre 1944 la première ville macédonienne libérée par les partisans, Tétovo, au nord-ouest, étant la dernière le 19 novembre.

La N.O.V, forte en avril 1945 de 100 000 hommes, poursuivra jusqu'en mai 1945 le combat contre les nazis et les collaborateurs – qui furent relativement peu nombreux en Macédoine – avec les autres composantes – serbe, croate, slovène, bosniaque et monténégrine – de l'Armée populaire de libération yougoslave.

La guerre aura fait en Macédoine du Vardar 17 000 morts au combat, dont 14 000 Résistants communistes.

* Il annexe le petit royaume du Monténégro.

LE CENTRE DELESTRAINT-FABIEN



Il y a 70 ans, au lendemain de la libération de l'essentiel de la Région sud-ouest, des Résistants toulousains cherchèrent un lieu pour y installer une maison de santé pour leurs camarades ayant besoin de soins ; ils le trouvèrent à Penne-d'Agenais (Lot-et-Garonne).

70 ans plus tard, œuvre sociale de l'ANACR, cette «maison», ayant grandi, existe toujours : c'est le Centre Delestraint-Fabien, dont le 70^e anniversaire de l'inauguration le 25 mai 1945, était célébré ce 30 septembre 2015 en présence de M. Thierry Mailles, sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot représentant M. le Préfet, de Pierre Martin, Président national de l'ANACR, de M. Eric Morival, Directeur territorial 47 de l'ARS, de M. Ber-

nard Barral, conseiller départemental représentant le Président Camani, de Mme Sandrine Bru, directrice départementale de l'ONAC, de Mme Marie-Thérèse Pouchou, Présidente de la communauté de communes de Penne-d'Agenais, de M. Guy Victor, maire de Hautefage-la-Tour et d'autres élus, de Mme Anne-Marie Victor et de M. Julien Mourier, ancienne directrice et ancien directeur du Centre, du Dr Lagarrigue, de membres du Conseil de gestion du Centre, de responsables de l'Association du Domaine de Ferrière, de dirigeants nationaux et départementaux de l'ANACR, de représentants du cabinet Barouh, et bien sûr de membres actuels ou anciens membres du Personnel du Centre.

C'est Madame **Hélène Malecha**, actuelle directrice du Centre Delestraint-Fabien, qui prononce des paroles de bienvenue avant de faire la présentation du Centre et de son activité.

«Je souhaite tout d'abord vous dire combien, en ce 70^e anniversaire de l'inauguration du Centre de santé dont cet établissement est la continuation, je suis heureuse de vous y accueillir, sous la Présidence d'honneur de Monsieur Louis CORTOT, Compagnon de la Libération, Président du Conseil de Gestion du Centre Delestraint-Fabien, de Mesdames Cécile ROL-TANGUY et Henriette DUBOIS, et celle effective de Monsieur Pierre MARTIN, tous quatre Co-présidents de l'Association Nationale des Anciens Combattants et Ami(e)s de la

Résistance, l'ANACR, dont le Centre Delestraint-Fabien est une Œuvre Sociale.

Nous sommes ici devant la façade du Château de la fin du 18^e siècle où furent installés à la Libération les premiers locaux du Centre de Santé, avant qu'ils ne soient transférés en 1998 dans les nouveaux locaux adjacents, conçus pour leur fonction médicale avec les équipements nécessaires.

La restructuration du Centre, il y a dix-sept ans, a permis en effet la mise en place d'infrastructures spécialisées et dédiées à notre activité de Soins de Suite et Réadaptation ; je pense tout particulièrement à notre bassin de balnéothérapie, à notre plateau technique de kinésithérapie ou bien encore à notre salle d'ergothérapie... Nous avons installé dans le Parc de 12 ha, dans lequel nous sommes et qui participe au confort physique et moral de nos patients, un parcours de marche extérieur permettant aux opérés de la hanche ou du genou de se réhabiliter.

Notre établissement répond naturellement aux exigences découlant de son statut ESPIC (c'est à dire Etablissement de santé d'intérêt collectif), communes à tous les établissements du même type, avec la forte spécificité que lui confère son caractère associatif qui implique un but non lucratif, conforme à la nature et aux orientations de l'association propriétaire et gestionnaire, l'ANACR. Le Centre actuel dispose aujourd'hui de 60 lits, répartis en 56 chambres, toutes de plain-pied, équipées de lits médicalisés, d'une salle de bain individuelle, de télévision, de ligne téléphonique et d'accès internet.

Les soins sont assurés en permanence, 24h/24 et 7j/7, par le médecin du Centre et le médecin du canton qui assure les astreintes dans le cadre d'une convention.

Le personnel du Centre comprend une équipe pluridisciplinaire composée d'infirmières, d'aides-soignantes, d'ASH, de deux

kinésithérapeutes, d'une ergothérapeute, d'une psychologue, d'une diététicienne, d'une éducatrice sportive et d'un médecin, sans oublier naturellement le personnel du service logistique et administratif.

La durée moyenne de séjour au Centre est de l'ordre de 24 jours. Il y a eu 736 entrées en 2014, ce qui représente une moyenne de 53 lits par jour et un taux d'occupation avoisinant les 90 %.

L'essentiel des patients provient du Lot-et-Garonne, ainsi que des départements limitrophes que sont le Tarn-et-Garonne et le Lot. Mais tout patient adressé par l'intermédiaire d'un établissement de santé ou d'un médecin traitant, et bénéficiant d'une prise en charge de la Sécurité sociale, peut, si son dossier médical le justifie et dans la limite des places disponibles, être accueilli au Centre.

Cette réception est aussi l'occasion pour moi de remercier toutes celles et tous ceux qui, pendant ces dernières années, et même depuis bien plus encore pour certaines et certains d'entre vous ici présents, se sont investis pour faire de cet établissement un Centre de Soins reconnu sur notre territoire de santé. Et je tiens particulièrement à rendre hommage au rôle qu'a eu à cet égard Madame Anne-Marie VICTOR, ici présente, qui en fut directrice, et qui depuis mon arrivée m'accompagne dans les projets et actions du Centre, comme elle le fit auprès de mon prédécesseur, Monsieur Julien MOURIER, lui aussi présent ce soir et qui m'a transmis la direction d'un établissement dont la qualité lui doit beaucoup.

Je veux dire aussi ma gratitude envers l'ANACR pour m'avoir confié la responsabilité de diriger ce magnifique Centre, envers sa Direction Nationale, représentée en permanence par son Secrétaire général, Monsieur



Madame Hélène Malecha.

Jacques VARIN, dont l'accompagnement continu conforte la bonne marche de notre établissement.

Je remercie aussi pour leur présence ce soir, autour du Président Pierre Martin et de Jacques Varin, plusieurs autres dirigeants nationaux de l'ANACR, Anne-Marie MON-
TAUDON, vice-présidente, Jean-Paul BE-
DOIN, secrétaire général-adjoint, Claude JO-
SEPH, Brigitte MORENO, Christiane TARDIF
et Anne-Marie VICTOR, membres du Bureau
National, ainsi que plusieurs autres respon-
sables départementaux de l'Association.

J'associe à ces remerciements ceux que
je dois aux membres du Conseil de Gestion,
présents ici ou excusés, dont les remarques
et avis sont d'un apport précieux.

Périodiquement, le Centre est – comme
tous les établissements de santé de ce type
– soumis à un audit de la Haute Autorité de
la Santé, portant sur la qualité des soins,
celle des équipements, la qualification des
personnels, et les mesures de sécurité médi-
cales ou générales à mettre en œuvre. Cette
dernière visite, a eu lieu en novembre 2012.
A son issue, le Centre Delestraint-Fabien,
conjointement à un autre établissement du
Lot-et-Garonne a été certifié au plus haut
niveau, sans recommandations ni réserves.

C'est là le résultat des efforts des per-
sonnels des équipes médicale, paramédi-
cale, administrative et d'entretien qui, par
leur investissement, concourent à mes cô-
tés à faire que la mission du Centre Deles-
traint-Fabien au service des patients soit
assurée avec la meilleure qualité possible,
et au dévouement desquels je tiens à rendre
hommage.

Nous nous efforcerons de garder ce rang
qui est le nôtre, qui fait honneur au Centre
Delestraint-Fabien, à l'ANACR. C'est le
sens de mon action en tant que Directrice
du Centre.

Puis **Pierre Martin**, président national de
l'ANACR, rappelle dans quelles circonstances
a été créé le Centre, sa place dans l'histoire
et le présent de l'ANACR, celle que l'Asso-
ciation entend lui préserver dans l'avenir : «Le
8 mai dernier, nous venons de célébrer le 70^e
anniversaire de la victoire sur le nazisme, et il
y a quelques jours celui de la victoire sur le
militarisme japonais».

Ainsi prenait fin il y a 70 ans une Seconde
Guerre mondiale qui fit plus de 60 millions de
morts, et des dizaines et dizaines de millions
d'autres victimes, blessées, martyrisées, tra-
umatisées. Le monde découvrait l'horreur
monstrueuse des camps de concentration et
d'extermination.

Cette victoire sur le fascisme avait été celle
des armées alliées, anglaise, américaine,
soviétique, française, canadienne, polonaise,
yougoslave, belge, chinoise... Elle fut aussi
la victoire des peuples qui s'étaient dressés
contre l'oppression et la barbarie, prenant –
dans les dures conditions de l'Occupation –
les armes pour libérer leurs pays et y restau-
rer la liberté. Ce furent les partisans, les
maquisards, les Résistants.

Ce fut le cas en France, particulièrement
dans cette région du sud-ouest de notre pays
où, du début 1943 à l'été 1944, s'étaient
implantés, multipliés et développés les
maquis, du Limousin aux contreforts des
Pyrénées, le long de la vallée de la Garonne,
sur la bordure occidentale du Massif central.

Dans les villes même, des groupes de



Pierre Martin, co-Président national de l'ANACR.

combat, intégrant eux aussi souvent des
immigrés Espagnols, Italiens, Polonais juifs
ou non, avaient porté des coups sévères à
l'armée d'Occupation, aux miliciens péti-
nistes qui menaient à ses côtés la répression
contre les patriotes.

Lors de l'insurrection nationale qui suivit
le débarquement allié du 6 juin 1944 sur les
côtes normandes, ces patriotes, ces maqui-
sards, ces Résistants libérèrent par eux-
mêmes la Région, forçant les nazis et leurs
supplétifs à une retraite prenant des allures
de fuite, hélas ponctuée sur son trajet par
des crimes qu'illustrent tragiquement les
noms de Tulle, d'Oradour-sur-Glane.

La Libération acquise à l'automne 1944 et
la guerre se poursuivant, il fallut commencer
à panser les plaies, et elles étaient nom-
breuses, physiques et morales.

C'est dans ce contexte que des Résis-
tants de la Région toulousaine, anciens des
Brigades internationales, de la 37^e Brigade
(Marcel Langer) de la Main-d'Œuvre Immi-
grée, la M.O.I., regroupés dans la section
locale de l'amicale des Anciens Francs-Ti-
reurs et Partisans Français, les FTPF – ci-
tons les noms de «Charles» Sevek MICHA-
LAK, d'Enzo «Robert» LORENZI et Stefan
BARSONY – se mirent à la recherche dans
la Région d'un lieu pour y accueillir leurs
camarades blessés, épuisés, sortis des pri-
sons et que rejoindront au printemps 1945
ceux revenant des camps, afin de leur per-
mettre de soigner leurs blessures, restaurer
leur santé et surmonter leurs traumatismes.

Ce lieu, ils le trouvèrent ici, à Penne-
d'Agenais, dans le Domaine de Ferrière, un
territoire utilisé par l'armée d'Occupation.
Pensant que la réquisition alors prononcée
ne serait pas durable, ils prirent contact
avec le propriétaire, un industriel de Ville-
neuve-sur-Lot qui d'ailleurs délaissait le
château, et obtinrent qu'il leur vende le do-
maine à prix modéré ; ce qui fut fait par acte
notarié le 20 novembre 1944.

Et c'est quelques mois plus tard que fut
inaugurée, le 25 mai 1945, la «Maison» –
c'est sa première appellation – qui recevra
des anciens Résistants ayant besoin de
recouvrer pleinement la santé.

L'année 1947 sera une étape importante,
car seront différenciées cette année-là la
S.A.R.L. du «Domaine de Ferrière», propriétaire
des terrains et constructions, et la gestion de
la «Maison de repos et de convalescence
des Anciens Francs-Tireurs» ; Marcelle LAR-
THEAU étant cependant tout à la fois gérante
de la S.A.R.L., dans laquelle sont entrés des
représentants de l'Association des Anciens
FTPF, et directrice de la «Maison de repos».

En 1954, l'Association des Anciens FTPF,
s'ouvrant aux Résistantes et Résistants de
toutes formes de luttes et de tous mouve-
ments, se transforma en «Association Natio-
nale des Anciens Combattants de la Résis-
tance», l'ANACR, qui, devenue en 2006
l'«Association Nationale des Anciens Com-
battants et Ami(e)s de la Résistance», per-
pétue jusqu'à aujourd'hui les valeurs patrio-
tiques, démocratiques, humanistes et de
solidarité de la Résistance. Elle regroupe
encore de nos jours dans ses rangs plus de
3 000 anciennes Résistantes et anciens
Résistants ayant à leur côté près de 9 000
Ami(e)s de la Résistance.

1954, c'est aussi l'année où, en plaçant à
la tête de la «Maison de repos» l'un de ses
dirigeants, membre de son Bureau National,
Gilbert PALTRIE, alors secrétaire de son
Comité départemental des Basses-Pyré-
nées, aujourd'hui «Atlantiques», l'ANACR
marqua d'emblée à sa naissance sa volonté
de poursuivre l'œuvre de l'Association des
anciens FTPF et de pérenniser son engage-
ment à Penne-d'Agenais. Un engagement
qui depuis plus de 60 ans ne s'est jamais
démenti.

Nombreux furent, tout au long de ces
années, les dirigeants nationaux de l'ANACR
qui apportèrent leur concours à l'établisse-
ment dont nous célébrons ce jour le 70^e an-
niversaire de son inauguration. A sa direction,
tels Robert COURTOIS et André HUSER,
dans son Conseil de gestion et à la direction
de l'Association amie-sœur de l'ANACR,
gérante du Domaine de Ferrière et qui succéda
en 1972 à la S.A.R.L. transformée en S.C.I.,
tels les présidents de l'ANACR, Pierre
VILLON et Jacques DEBU-BRIDEL, anciens
membres du Conseil National de la Résis-
tance, Robert CHAMBEIRON, ancien secré-
taire général adjoint du CNR, Louis CORTOT,
Compagnon de la Libération, ses vice-pré-
sidents Maître DELMAS, l'Abbé GLASBERG
et Jean BARRES, ses secrétaires généraux,
Charles FOURNIER-BOCQUET, Robert VOL-
LET et de manière contemporaine Jacques
VARIN, des membres de son Bureau National
tels Fernand VIGNE, Jean MIROUZE, dernier
survivant du Comité départemental de la
Libération du Lot-et-Garonne, René ROUS-
SEL, Lucien BEAU et Paul LIMOUZI,
aujourd'hui président de l'Association du
Domaine de Ferrière dont le Centre est loca-
taire depuis 1949.

Et – je ne peux évidemment le faire, ce que
je regrette – il faudrait citer tous les membres
de l'ANACR, en premier lieu de l'ANACR-47
et des départements limitrophes voire de
plus loin, qui apportèrent de diverses
manières leur concours à la vie du Centre.
Qu'il me soit cependant permis d'évoquer
les noms de Mademoiselle BONNET,
de René FILHOL, de Jean LASSERRE, de Willy
ROBINSON, ceux de Luis CASARÉS et
Michel FAUX.

Dans mes propos, j'ai substitué depuis
quelques moments l'appellation «Centre» à
celle de «Maison» qui fut l'appellation initiale :
c'est en 1955 que, pour honorer deux Résis-
tants symbolisant l'union dans l'ANACR de
deux grands courants de la Résistance, leurs
noms furent donnés à l'établissement. Celui
du général Charles DELESTRAINT, chef de
l'Armée Secrète, assassiné au camp de
Dachau le 19 avril 1945, et celui du Colonel
FABIEN – Pierre Georges – qui initia le pre-



mier l'action armée contre l'occupant nazi en abattant le 21 août 1941 un officier allemand à Paris, et qui, combattant et dirigeant des FTPF, tomba à Habsheim en Alsace le 27 décembre 1944 dans les rangs de la 1^{re} Armée française reconstituée. L'on parlera désormais du «Centre Delestraint-Fabien».

Ces soixante années ne furent pas toujours un long fleuve tranquille, et ne pouvaient l'être : il fallut surmonter des problèmes afférents aux nécessaires mutations. Celle des locaux non conçus à l'origine pour un établissement de santé, celle de la population reçue au Centre alors que s'éloignait la période de la Résistance, celle des pratiques médicales et réglementations sanitaires, modernisées et complexifiées. Des mutations qui évidemment prirent du temps, furent parfois difficiles à mettre en œuvre mais qui le furent.

Ainsi, des travaux de rénovation furent entrepris de 1972 à 1976, ils améliorèrent l'existant mais ne pouvaient répondre aux besoins générés par la transformation de la nature du Centre : la population des Anciens Résistants membres de l'ANACR fréquentant le Centre ne pouvant que diminuer du fait d'inévitables disparitions, la décision fut prise en 1976 par l'ANACR de l'ouvrir, sur la base d'un conventionnement avec la Sécurité Sociale «Participant au Service Public d'Hospitalisation» (PSPH), à tous les assurés sociaux, membres ou non de l'ANACR, et de donner au Centre une fonction de soins de suite et de réadaptation. Ce qui nécessitait d'aller plus loin dans une adaptation des locaux, ce qui apparut difficile et même impossible à réaliser dans le Château historique.

Cela conduisit la direction de l'ANACR à prendre la décision de l'édification d'un nouveau Centre attenant au Château, lequel fut affecté à des locaux techniques.

Il fallut évidemment du temps pour que les autorisations de travaux soient obtenues, les études techniques réalisées, les choix architecturaux faits et – dernier point mais non le moindre – les financements nécessaires rassemblés. L'aboutissement du projet doit beaucoup à l'un des Présidents d'alors de l'ANACR, Robert CHAMBEIRON.

L'ANACR apporta un million de francs recueillis par souscription auprès de ses adhérents, les Pouvoirs publics et l'administration de la Santé accordèrent des subventions et des garanties d'emprunts, des structures amies telles les Mutuelles MACIF, de l'EDF et de la FNACA, dont je salue la présence ici de représentants, apportèrent leur concours.

L'inauguration des nouveaux locaux, modernes, conçus pour leur fonction et dotés d'équipements neufs, qui sont ceux que

nous connaissons aujourd'hui, eut lieu le 28 mai 1998, sous la Présidence de Monsieur Nicolas JACQUET, Préfet du Lot-et-Garonne, en présence de Monsieur le Sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot, du Directeur de la DDASS, d'élus départementaux et locaux, de dirigeants nationaux et locaux de l'ANACR, de représentants du monde Combattant.

La troisième nécessaire mutation que j'ai évoquée précédemment, la prise en compte de pratiques médicales et réglementations sanitaires modernisées et complexifiées, impliqua – de manière concomitante à la rénovation du Centre – une professionnalisation croissante, qui notamment se traduit à la direction de son activité par le remplacement de dirigeants nationaux de l'ANACR par des Directeurs – et Directrices – exclusivement voués à cette fonction.

Et je salue la présence ici d'Anne-Marie VICTOR, directrice du Centre lors de sa rénovation de 1998, qui resta à sa tête jusqu'à son départ en retraite et qui n'a cessé jusqu'à maintenant de lui apporter bénévolement le concours de son expérience. De même que je salue celle de Julien MOURIER, qui, diplômé en matière de gestion d'établissement de santé, succéda en février 2005 à Daniel SAMUEL, et dont l'action fut décisive dans la bonne marche de l'établissement et pour son rayonnement dans son territoire de santé.

Le regret que nous eûmes de son départ en avril 2011 vers d'autres cieux, conséquence heureuse pour lui de doux liens noués loin du Centre, a été atténué par l'arrivée de Madame Héléne MALECHA, elle aussi diplômée en gestion d'établissement de santé, et dont l'investissement personnel, le professionnalisme et l'action résolue ont hissé le Centre au premier rang.

A tous trois je veux dire, au nom de la Direction de l'ANACR, merci ; comme je tiens à le dire aussi au personnel du Centre, dont la compétence, l'engagement, le dévouement auprès des patients sont irremplaçables pour leur assurer une qualité de soins et une qualité de vie dans l'établissement, ce qu'a acté l'appréciation élogieuse portée lors de leur dernière visite par les experts visiteurs de la Haute Autorité de Santé.

Le Centre de soins de suite et de réadaptation Delestraint-Fabien est un établissement à but non lucratif, c'est-à-dire que l'ANACR, propriétaire du Centre et qui en contrôle la gestion, n'en tire strictement aucun bénéfice financier, direct ou indirect.

Notre satisfaction, c'est celle d'être restés fidèles depuis 70 ans et jusqu'à aujourd'hui aux Résistants et aux Résistants qui le créèrent fin 1944-début 1945, de rester fidèles

au Programme du Conseil National de la Résistance, publié dans la clandestinité le 15 mars 1944 et prévoyant la mise en place à la Libération d'un plan complet de Sécurité sociale, cette Sécurité sociale créée sous les auspices du ministre Ambroise CROIZAT par les Ordonnances du 30 décembre 1944 et des 4 et 9 décembre 1945, et à laquelle nous sommes attachés, car elle permet à tous d'accéder à des soins de qualité nécessaires à leur santé, comme ceux dispensés au Centre Delestraint-Fabien. Une fidélité qui sera, soyez-en sûrs, la nôtre demain comme elle le fut hier, comme elle l'est aujourd'hui.

L'ANACR est fière du Centre Delestraint-Fabien, «le plus beau Centre de soins de suite et de réadaptation du Lot-et-Garonne», l'expression n'est pas de moi mais du Préfet JACQUET lors de l'inauguration de ses nouveaux locaux en 1998. Et je suis fier de représenter la Présidence de l'ANACR à cette cérémonie anniversaire, à laquelle le Président Louis CORTOT n'a pu à son très grand regret être présent.

La parole est maintenant à M. Bernard Barral, conseiller départemental, représentant le Président Pierre Camani : «En écoutant retracer l'historique du Centre Delestraint-Fabien, trois mots me viennent immédiatement à l'esprit : admiration, respect et remerciement.

Admiration et respect à l'égard de ces



M. Bernard Barral.

femmes et de ces hommes qui avaient connu l'horreur d'une guerre déclenchée et menée par un fou qui hélas avait été élu démocratiquement – il nous faut tous ensemble réfléchir à cela aujourd'hui – et qui ont su faire ce geste magnifique de venir ici panser les plaies des blessés et déportés, dans ce beau pays de Penne-d'Agenais.

Admiration et respect pour cet engagement d'il y a 70 ans et que sans but lucratif votre Association poursuit aujourd'hui en



assurant la Gestion de ce centre de soins de suite que je connais bien. Et des remerciements oui, car je fais partie de cette génération – je suis né en 1947 – qui à l'automne de sa vie se rend compte de la chance qu'elle a eu de vous avoir eus vous les Résistants, vous qui avez libéré la France, et qui avez su au lendemain de cette guerre réunir dans l'Europe des peuples qui hier s'étaient battus.

Pour terminer, je veux féliciter l'équipe qui mène ce beau bateau, ce Centre où – n'étant élu que depuis 6 mois – je viens d'avoir le plaisir de rentrer au Conseil de Gestion, ce qui m'a permis de me rendre compte du sérieux avec lequel cette gestion est assurée. Bon anniversaire.»

Directeur territorial 47 de l'ARS, M. **Eric Morival** prend ensuite la parole : «Je souhaitais par ma présence vous dire tout l'intérêt que l'Agence Régionale de Santé d'Aquitaine – et demain de la Grande région – porte à votre établissement, qui offre une réponse en soins de suite et de réadaptation de grande qualité à des personnes en nécessité de réapprentissage de l'autonomie, dans une période difficile de leur vie puisqu'elles sont confrontées à la maladie. Si l'établissement n'est pas au sens propre spécialisé, ses équipes proposent une prise en charge variée (...), cela participe à la mixité du public et favorise la réinsertion sociale.

Vous participez grandement à la recherche de solutions en aval pour les hôpitaux et les cliniques, ce qui constitue pour eux un enjeu fondamental, ainsi que pour les usagers, en matière de qualité de vie ; car il est plus agréable de récupérer dans un tel site que de séjourner dans une chambre de clinique ou d'hôpital. L'ensemble de ces indications montre bien comment votre établissement est inséré dans le réseau de prises en charge du Lot-et-Garonne et, pas seulement, parce que l'on sait que vous avez une zone d'attractivité beaucoup plus large, cela souligne l'importance des conventions, des partenariats avec l'en-



M. Eric Morival.

semble des secteurs de santé, pour éviter ce qu'on appelle les ruptures de parcours. Vous êtes aussi partie prenante du réseau informatique «Via Trajectoire» mettant en réseau tous les établissements, ce qui permet de mieux orienter les patients vers les soins de suite.

Finalement, au regard de la certification obtenue en 2012 auprès de la HAS et des prestations que vous assurez, nous ne pouvons qu'être confiants dans l'avenir de cet établissement, et lui souhaiter un bon anniversaire pour ses 70 ans, répondant ainsi au vœu de ses créateurs pour qui la solidarité et l'accès aux droits étaient primordiaux, conformément aux valeurs de la Résistance.

Monsieur **Thierry Mailles**, Sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot prend ensuite la parole : «Pour arriver aux origines de cet établissement, il faut se rappeler ce que fut cette période sombre de l'Occupation, d'abord de la zone nord, puis à partir de novembre 1942 de la zone dite libre car elle était sous l'autorité de l'Etat français, dont on n'a pas jugé assez rapidement à quel point il était ancré dans la collaboration. Puis le masque est tombé – et des hommes et des femmes se sont dressés – certains l'avaient fait depuis 1940 – et quand le STO sera instauré, nombreux seront les jeunes qui rejoindront les maquis ; les formes de lutte seront nombreuses, maquis, réseaux, mouvements.

Aux côtés des Résistants français de tous



M. Thierry Mailles, sous-préfet.

courants, communistes, socialistes, anarchistes, plus tard gaullistes, il y eut ceux de la M.O.I., Espagnols républicains réfugiés en France, antifascistes qui s'étaient évadés des camps – comme celui des Mille – où ils avaient été internés comme ressortissants des pays ennemis, il y eut des catholiques, des atypiques... Cette diversité fut exprimée par la composition du Conseil National de la Résistance, créé en 1943 en rassemblant tous les courants, toutes les forces politiques – à l'exception évidemment de celles engagées dans la collaboration – qui s'uniront dans la France combattante avec ceux qui avaient rejoint la France Libre, et qui poursuivront ensemble après la Libération la lutte.

Car il ne faut pas oublier que si notre région s'est pour l'essentiel libérée en 1944 par elle-même, au prix de sang et de larmes de par le passage de la «Das Reich», la libération totale – notamment des Poches de l'Atlantique – ne sera acquise qu'en 1945. Et nombreux sont les Résistants qui s'engageront dans les rangs de la 1^{re} Armée



française reconstituée ; certains tomberont sur le front d'Alsace, en Allemagne après le passage du Rhin. Nombreux seront aussi ceux qui seront plus ou moins grièvement blessés, y compris autour des Poches du Verdon et de Royan.

Ainsi, on s'est trouvé avec la nécessité de «réparer» ces hommes et ces femmes traumatisés physiquement, par les blessures et les tortures, mais aussi psychologiquement. Et le Centre de santé installé là par les Résistants accueillera à partir de la fin du printemps 1945 nombre de leurs camarades revenant de Déportation.

À la Libération, les Résistants ont apporté à la vie nationale, politique, économique et sociale un Programme qui a sous-tendu depuis l'action des différents gouvernements, avec cette Sécurité sociale que nous défendons autant que nous le pouvons, avec tous ces acquis tels que la transformation des baux de métayage en baux de fermage, ce qui améliora sensiblement la condition paysanne. Tout ceci a imprégné l'inconscient collectif de notre Nation depuis la Libération.

Ce Centre où nous sommes a été créé par et pour les Résistants ; et puis les années se sont ajoutées aux années, beaucoup ont disparu et l'établissement a dû évoluer. Dans la continuité de l'action de ses fondateurs, il est devenu un Centre de santé reconnu pour la qualité des soins qu'il délivre, intégré dans la chaîne du soin en aval, situé dans un cadre magnifique, où règne une ambiance extraordinaire d'accueil autour du soin.

Aujourd'hui, Monsieur le Président, Madame la Directrice, Mesdames et Messieurs les membres du Personnel du Centre Delestraint-Fabien, votre action d'inscrit dans les pas de ceux qui l'ont créé en 1944, c'est le chemin de l'honneur, je vous invite à le suivre.

Et bon anniversaire au Centre Delestraint-Fabien».



De gauche à droite, Anne-Marie Victor, directrice du Centre de 1992 à 1998, Julien Mourier, directeur de 2005 à 2011, Hélène Malecha, directrice depuis mars 2011.

Chaque mois, les Comités ANACR ont à déplorer le décès de vaillants camarades qui se distinguèrent dans les combats de la Résistance et de la Libération. La Di-

rection Nationale de l'Association et son journal adressent aux familles et amis des disparus leurs condoléances et l'expression de leur fraternelle affection.

Roger RANOUX (Dordogne)

Né dans l'est de la Dordogne le 26 octobre 1921 dans la famille d'un cheminot, il ne connut pratiquement pas sa mère, décédée alors qu'il n'avait que 3 ans et demi. Son père s'étant remarié, Roger fut élevé avec son frère aîné – d'un an – Paul et son demi-frère Guy. Les frères Ranoux devinrent mécaniciens et, dans l'ambiance du Front populaire, adhérèrent aux Jeunesses communistes, apportant leur soutien à la République espagnole. La défaite consommée en 1940, Roger Ranoux, alors transporteur pour une minoterie, fut mobilisé en 1942 aux Chantiers de Jeunesse, son frère Guy étant convoqué pour le STO en Allemagne. Cela conduisit en mars 1943 les deux frères à entrer en clandestinité et à rejoindre un maquis en Corrèze. Intégrés à un campement FTP de la Région de Clergoux, Roger prend le pseudonyme d'«Hercule» et Guy celui de «Mickey». Du fait de l'afflux de jeunes fuyant le STO qui gonflent les effectifs, ceux-ci vont être fractionnés afin de préserver la mobilité des clandestins : ainsi naît le détachement Lucien-Sampaix, dont la responsabilité est confiée à «Hercule», avec à ses côtés «Mickey», détachement qui restera près de 3 mois dans les Gorges de Gimel. Avant de passer fin 1943 en Dordogne, où «Hercule» ainsi que «Mickey» retrouveront leur frère Paul («Apollon» dans la clandestinité). Après avoir eu à combattre fin mars-début avril 1944 la «325^e Division allemande de sécurité – dite «Division Brehmer» – qui a multiplié les exactions, Roger Ranoux prend la tête du 1^{er} bataillon FTP avant d'être appelé aux fonctions de responsable militaire (COR) à l'état-major du sous-secteur A. Il devint avec le grade de lieutenant-colonel l'un des deux responsables FFI du département. Au lendemain de la libération de la Dordogne, il fut nommé commandant de la place d'armes de Périgueux. A l'automne 1944, il s'engagea au 134^e R.I. en reconstitution et fut envoyé sur la frontière sarroise ; il fut démobilisé en octobre 1945. Alors chauffeur-routier, il devint de 1947 à 1952 secrétaire fédéral du Parti communiste. Elu député de Dordogne de 1956 à 1958, il fut maire de Montrem-Montanceix de 1965 à 1995. Directeur d'un Centre de vacances de la ville de Saint-Denis, il devint, aidé de son épouse Michelle, elle aussi ancienne Résistante, responsable de tous les Centres dionysiens de vacances en Dordogne et dans le Cantal. Président départemental de l'ANACR de Dordogne, il entra au Conseil national et au Bureau National de l'ANACR à son congrès de Brive en 1978 ; il en était resté membre jusqu'en 2010, accédant alors à l'honorariat, continuant à se consacrer à une transmission authentique de la Mémoire de la Résistance périgourdine. Il était Officier de la Légion d'honneur, Médaille de la Résistance et Croix de Guerre avec citation.

Pierre PETIT (Côtes d'Armor)

Né en 1926, Pierre Petit, fils d'un militant syndical CGT, va être à l'âge de 11 ans témoin des conséquences de la Guerre d'Espagne, qui conduisent des réfugiés ayant fui la zone républicaine du Nord conquise par les franquistes, à venir à Saint-Brieuc où ils sont accueillis par les autorités locales dans des conditions déplorables. Emu et scandalisé,

le jeune Pierre, pour leur venir en aide, s'engage aux côtés de son père, Jean-Pierre, de l'abbé Vallée et de Louis Guilloux, délégué départemental du Secours rouge. C'est grâce à Louis Guilloux, et à son épouse Renée qui y enseigne, qu'il entrera au lycée Le Braz à Saint-Brieuc. Il y aura pour condisciples Georges, Yves Salaün et Pierre Le Cornec, qui entreront en Résistance et seront le 22 février 1944 fusillés au Mont-Valérien. Ayant échappé à l'arrestation le 17 juillet 1943, Pierre rejoint un groupe FTPF commandé par Guillaume Jouan. Toutefois, ses connaissances en anglais et en allemand le font affecter auprès de Louis Saillant, représentant de la CGT au sein du CNR ; il servira notamment d'interprète d'anglais avec les aviateurs alliés tombés en Région parisienne, de traducteur de journaux et documents allemands. En août 1945, il participe, rue du faubourg Saint-Antoine, aux combats de la Libération de Paris, avant de regagner Saint-Brieuc et de rejoindre la 2^e cie du 1^{er} bat. du 71^e R.I. et de partir sur le Front de Lorient, puis de continuer le combat jusqu'en Allemagne. Conducteur de travaux après-guerre, il s'engagera dans l'œuvre de mémoire de la Résistance en poursuivant son combat pour les valeurs. Entré en 1990 au Conseil national de l'ANACR – dont il deviendra co-président départemental des Côtes-d'Armor – et le restera jusqu'en 2012, accédant alors à l'honorariat.

André RIZO (Paris)

Né en 1924 à Paris dans une famille ouvrière, André Rizo fut très jeune sensibilisé à la menace du fascisme. Agé de 15 ans en 1937, son frère aîné Christian participe déjà activement aux mouvements politiques, tout en continuant ses études au Lycée Voltaire. Agé de seize ans depuis janvier 1940, André travaille dans une société d'assurance et Christian a trouvé un poste de maître d'internat au lycée Chaptal. Devant l'avancée de la Wehrmacht en juin 1940, André part en exode, ce qui le conduit jusqu'à Bordeaux puis Royan ; il ne rentrera à Paris que vers le début septembre, et apprendra que son frère Christian a été arrêté le 31 juillet après un lancer de tracts en Sorbonne (il ne sera libéré qu'en octobre suivant). Ayant perdu l'emploi qu'il occupait, sa mère l'oriente vers le «Centre de jeunesse» qui dispense dans les anciens locaux de l'USTM 94 rue d'Angoulême un enseignement technique à plusieurs centaines de jeunes non mobilisables, et où règne sans embrigadement un vague esprit «Révolution nationale». Mobilisé un temps dans les Chantiers de Jeunesse à la fin du printemps 1941, il revient à Paris au «Centre de Jeunesse». C'est durant cette période – ou peu avant – qu'André fait la connaissance de camarades de Christian tels Tony Bloncourt, Pierre Daix, Gilbert Brustlein..., qui contribueront à sa formation et lui donneront du «matériel» à distribuer. Fin octobre 1941, il devient maître-auxiliaire dans un Centre médico-pédagogique près de Compiègne. Il apprendra tardivement par une lettre de sa mère que son frère Christian, arrêté le 25 novembre 1941, a été condamné à mort lors du «procès du Palais-Bourbon» et fusillé le 9 mars 1942. Entré en contact avec des opposants au régime pétainiste, ayant récupéré des armes

abandonnées en Forêt de Compiègne et participé à des actions contre l'occupant, se sentant recherché, il revient en Région parisienne où, parallèlement à la poursuite d'études et à une activité de maître-auxiliaire, il a diverses activités clandestines. Et c'est tout naturellement qu'il participe en août 1944 à l'insurrection de Paris, notamment à la libération de la mairie du XI^{ème}, de la Maison des métallos et aux combats dans l'Est de Paris s'appuyant sur des barricades, à l'occupation de l'imprimerie du *Petit Parisien*, avant de s'occuper de la réparation du «Métallo». André restera permanent syndical jusqu'en décembre 1945.

Louis GENDILLOU (Haute-Vienne)

Disparu le 29 juillet 2015, Louis Gendillou était né le 16 février 1922 à Saint-Gilles-les-Forêts, petite commune de la montagne limousine ; à 13 ans, Louis aura Georges Guingouin comme instituteur à Saint-Gilles. Devenu très jeune militant, Louis est en 1939 secrétaire d'une organisation communiste de jeunesse agricole (UJAF). Dès l'été 1940, il crée le premier «groupe de trois» à la demande de Georges Guingouin, dont il est un des premiers et proches compagnons de Résistance, et organise l'impression et la distribution de tracts. Le 6 octobre 1941, arrêté sur dénonciation, torturé à Limoges par la police spéciale de Pétain, il est hospitalisé onze mois à la suite du traitement policier. Condamné à cinq ans de prison par le tribunal militaire de Périgueux, il est envoyé au camp de Mauzac en Dordogne, où il réorganise les politiques et forme un noyau de Résistance à l'intérieur du camp. Le 6 juin 1944, en liaison avec la Résistance extérieure, Louis s'évade avec son groupe et rallie les maquis de Dordogne, devenant commissaire aux effectifs de la 2216^e compagnie FTP. Il participera à la libération de Bergerac, puis à celle des villes de la vallée de la Dordogne jusqu'à celle de Bordeaux, avant de combattre sur le front de la poche allemande de La Rochelle puis de partir en occupation en Allemagne ; son engagement militaire prend fin lorsqu'on voudra l'envoyer combattre en Indochine car, fidèle à ses convictions, il refuse de partir combattre un peuple en lutte pour sa liberté. Revenu en Limousin, il est employé à la mairie de Limoges dont Georges Guingouin est alors maire. Limoges où en 1956 se tient le premier congrès national de l'ANACR, dont Louis devient membre du comité départemental de la Haute-Vienne avant d'entrer en 1990 au Conseil national ; dont il restera membre jusqu'en 2006, accédant alors à l'honorariat. Président du comité ANACR de Châteauneuf-la-Forêt, il mène un exceptionnel travail de transmission de la mémoire, recevant élèves, professeurs, journalistes, cinéastes, historiens... sur sa terre de Résistance. Le 27 mai dernier, lors des journées mémoire de la Résistance à Châteauneuf la Forêt, il dédicait un recueil de récits et de dessins réalisés par les élèves de CM2, fruit de leurs rencontres et édité par le comité local ANACR. Louis Gendillou était titulaire des Palmes académiques et de la Croix de Chevalier de la Légion d'honneur.

Arrêté par la Gestapo à l'âge de 16 ans le 23 décembre 1943, interrogé pendant 36 heures rue des Saussaies puis interné à la prison de Fresnes, libéré le 24 août 1944, je n'ai aucun justificatif de cette période. Comment retrouver la trace de cet événement de ma vie et pour en avoir un justificatif ?

Contacteur Fernand DOUBLET
24 Rue Ferdinand-Pillet.
13700-MARIGNANE
E-mail : fd.berthelie@free.fr

Je suis à la recherche d'informations concernant Daniel JOSEPH, alias Commandant "Roger", ex-chef départemental des FFI - FTFP du Morbihan (homologation N°10.142), lequel a été arrêté le 23 juin 44 par la Gestapo en même temps que mon grand-père Eugène Le Caignec.

Contacteur Christèle LE CAIGNEC
26 rue des Coutures. 14470-REVIERS
Tél. : 02 31 37 32 27-Port. : 06 75 71 38 32
E-mail : cd.plantrose@orange.fr

J'ai retrouvé dans les archives des documents à propos de mon grand-père Paul CHAUZU, né le 8 septembre 1925 à Brive, et de sa participation pendant la Seconde Guerre mondiale, en tant que résistant au sein des FFI. Son nom de guerre était « Pierrot » et il est rentré au maquis le 1^{er} mars 1944, sous les ordres du capitaine Taurisson. Il a participé à toutes les opérations de sa formation et a signé un engagement pour la durée de la guerre. D'après son livret individuel, il a été renvoyé dans ces foyers le 30 avril 1946. Il a fait les campagnes de l'ouest du 15 septembre 1944 à décembre 1944, d'Alsace du 6 janvier au 30 mars 1945, d'Allemagne à partir du 1^{er} avril 1945.

Qui aurait des informations sur mon grand-père ou le groupe de Résistants autour du capitaine Taurisson ?

Contacteur Elodie DA CUNHAR
Avenue de la Résistance.
40990-SAINT-PAUL-LES-DAX
Portable : 07 51 62 88 39
E-mail : edacunha16@outlook.fr

Je cherche un livre intitulé "2^e guerre mondiale et résistance à Champlitte" où l'on y parle de mon père, Jacques SORNAY, (d'après ce qu'on m'a dit). Comment pourrais-je me le procurer afin de faire vivre cette mémoire outre-mer auprès de mes filles ?...

Contacteur Sylvie SORNAY
65, rue Labranche
G0A 3 - STE-ANNE-BRIGITTE-DE-LAVAL.
CANADA
Tél. : 41 88 2 539 68
E-mail : sylvie.sornay@yahoo.ca

Nous souhaitons, mes sœurs et moi, avoir quelques informations sur de ce qu'a pu faire notre père Gaétan HENRIET (Carte ANACR N° 0074863, dernière carte 1990) pendant cette période 1939-1945 à Reims Nous sommes tous très âgés et notre père ne nous en a pas parlé.

Contacteur Daniel HENRIET
Place Boris-Vian
51370-SAINT-BRICE COURCELLES
Tél. : 03 26 87 54 73-Port : 06 14 59 04 22
E-mail : danielhenriet@n.urf.fr

Je cherche des photos de l'inauguration le 13 juin 1945 de la stèle commémorative des combats du 13 juin 1944 à Astaffort, ou des photos de Jean SAUBESTRE, rescapé de ces combats (blessé à la jambe et amputé) qui a reçu la Légion d'honneur.

Contacteur Anne AYGALLENQ
5 rue Arnaud-Routier. 47220-ASTAFFORT
Port : 06 71 84 72 93
E-mail : anne.aygalenq@orange.fr

J'ai entendu récemment un témoignage d'une ancienne résistante nommée Maiti GIRTANNER, Résistante dans la Vienne et emprisonnée en 1943. Elle a subi des violences (attaque de son système nerveux) faites par des médecins-bourreaux allemands.

En tant qu'enseignante, je souhaiterais avoir plus d'informations à son sujet si cela est possible. Qui peut m'en donner ?

Gabrielle HOLDRINET
E-mail : cq.holdrinet@gmail.com

Je recherche des informations sur mon grand-père qui était Résistant dans le groupe France d'Abord.

Il s'agit de Adrien HEMART, qui était commissaire divisionnaire à LYON, chef des renseignements généraux pour la région Rhône-Alpes. Arrêté par Klaus BARBIE en mai 1943, il partit pour Mauthausen en mars 1944 (convoi du 22 mars de Compiègne). Puis affecté au kommando de Melk en novembre 1944, il y décéda le 7 mars 1945.

Auriez-vous des informations concernant son activité dans le réseau France d'Abord ? Au moment de son arrestation il habitait au 13 avenue Leclerc à Lyon (7^e arrdt)

Jean GOUJON
24 rue de la Py. 75020-PARIS
Port : 06 86 30 84 24
E-mail : jean.goujon@pm.gouv.fr

Petit fils d'un résistant originaire de Paule (Louis GUILLOU, de Park ar Stang sur la route de Plévin), je suis à la recherche de tout renseignement sur sa participation aux actions menées au sein de la première section de la compagnie René-Rolland, bataillon "Guy-Mocquet".

Couvreur de métier, il résidait à Bonen durant la guerre et y exerçait également avec son épouse la profession d'éclusier.

Peut-être disposez-vous de documents ou de témoignages les concernant ? Les récits familiaux font état de soldats américains, de parachutages de containers d'armes et de leur dissimulation en divers endroits aux abords du canal (ainsi que de la redécouverte d'une partie d'entre elles sous la toiture de la maison, oubliées par mes grands-parents... et exhumées par de nouveaux propriétaires... bien longtemps après la fin du conflit !). On mentionnait même la prise en charge et l'hébergement d'un déserteur "russe" ayant servi sous l'uniforme allemand

Contacteur Marc GUILLOU
Port : 06 60 70 76 31
E-mail : du-man@laposte.net

Effectuant des recherches sur mon oncle Pierre CERVONI, dit "Pierre le Corse", membre de l'AS Corréze de décembre 1942 au

8 juillet 1944, date à laquelle il fut abattu en compagnie de 5 membres de l'AS à Chamberet (19) par un certain capitaine Charlot, je recherche tous témoignages, documents, ou photos concernant ce maquis et cette période.

Contacteur Patrick CERVONI
hlm la chapelle, bt A rue jp Rouquerol
83200-TOULON
Tél. : 04 94 91 15 62-Port : 06 50 95 49 44
E-mail : cervoni-patrick@bbox.fr

Est-il possible d'avoir des informations sur le parcours de Résistant de mon père Paul, Louis, Heinz LEITERER, né le 17 juin 1915 près de Mulhouse et décédé en 1964 ?

Je ne sais pas grand-chose - j'avais 13 ans à l'époque... - sauf qu'il a été fait prisonnier et s'est évadé à trois reprises, avant de rejoindre la Résistance dans la Région de Conflans-Sainte-Honorine où il habitait et de participer à des actions notamment en gare d'Achères.

Merci pour toute information.

Contacteur LEITERER Patrick
Les Citronnelles. 97222-CASE PILOTE
Portable : 06 96 70 80 82
E-mail : p.leiterer@yahoo.fr

Mon mari, Marcel Jean-Marie MIOT, né le 3 juillet 1921 à Orléans (Loiret), a été Résistant dans les Landes à Capbreton (route Soorts maison Etcheblua). Son nom de code était "Biscuit". (39/45). J'ai une photo de lui avec le colonel Buckmaster. Il est décédé à 50 ans d'une tumeur au cerveau à Barbezieux (16). La mémoire est mauvaise, qui pourrait me contacter pour m'en dire plus ? D'avance, merci.

Contacteur Berthe MIOT
3342, route Palombes. 40400-CARCEN
E-mail : isa.miot@sfr.fr

Je recherche des informations sur mon grand-père maternel, Alexandre Francis Jean CLAIREAU, né en 1905 à Lorient. Il partit de Bretagne pour le Cher où il rencontra et épousa ma grand-mère, Berthe Gaudichet. Pendant la Seconde Guerre mondiale, ils habitaient Massoeuvre, tout près de Saint-Florent-sur-Cher.

D'après ce que m'a raconté ma mère (Micheline Bertin née Claireau en 1933), ils furent tous deux passeurs clandestins pendant la guerre. Mon grand-père faisait partie, selon ma mère, des FTP et a agi beaucoup dans la Creuse. Il aurait été incarcéré plusieurs fois pendant la guerre à la prison de Bourges.

Voilà tout ce que je sais, que je n'arrive ni à vérifier ni à développer. Qui pourrait m'en apprendre un peu plus ?

Contacteur Laurence TEPER,
née Bertin en 1963.
Tél. : 06 84 77 89 82.
E-mail : lteper@yahoo.com

Je souhaiterais savoir si un ancien combattant (M. Bruhat en a peut-être le souvenir) saurait quelle unité Allemande serait venue de Sainte-Jamme-Sur-Sarthe à Pontivy ou Locminé en juin 1944 ?

Contacteur Eric PAUTONNIER
E-mail : eric.pautonnier@live.fr

LES RESEAUX DE RESISTANCE DE LA FRANCE COMBATTANTE. Dictionnaire historique

Sous la direction de Stéphane Longuet et Nathalie Genet-Rouffiac



Nous disposons aujourd'hui d'un riche ensemble éditorial commencé dès la Libération et qui depuis a rassemblé plusieurs milliers de titres portant la parole des Résistants et des Français libres, livres de témoignages et de souvenirs personnels. Auxquels sont venues se joindre des monographies locales et régionales, des biographies, des études sur des journaux clandestins, des mouvements de Résistance régionaux ou nationaux, sur les Partis et syndicats membres du CNR.

L'historiographie s'est aussi enrichie d'Histoires de la Résistance globalisantes telles celles d'Henri Noguères ou d'Alain Guérin, ainsi que, avec des qualités diverses selon les auteurs de notices, d'ouvrages encyclopédiques tels les fort utiles *Dictionnaire historique de la Résistance*, *Dictionnaire de la France Libre*, *Dictionnaire de Gaulle*, *Dictionnaire de la France sous l'Occupation*, *Dictionnaire de l'Occupation*, *Dictionnaire de la Shoah*..., qui associent biographies, structures et événements. Et n'oublions pas le récent ouvrage *Les Fusillés (1940-1944)*.

Pour autant, même si le *Dictionnaire historique de la Résistance* consacre une vingtaine de notices aux principaux d'entre eux, tels Alliance, la Confrérie Notre-Dame Brutus, Cohors-Asturies, Comète, Gallia, Pat O'Leary, Phalanx, Shelburne, SR Air..., les réseaux de Résistance sont moins connus, moins étudiés – si l'on excepte Alliance – que les Maquis ou les Mouvements. C'est qu'à la différence des Mouvements, qui cherchaient à faire connaître leur existence, par des tracts et des journaux clandestins, les Réseaux, au contraire, ont cherché à passer le plus inaperçu possible pour mener à bien leurs missions ; et souvent n'ont laissé que peu de traces matérielles de leur action. De plus du fait de la répression, nombre d'entre eux furent éphémères, leurs pertes drastiques.

L'ouvrage *Les réseaux de la France combattante* que, sous les auspices du Service historique de la Défense (SHD), Stéphane Longuet, Chef du Bureau Résistance et Seconde Guerre mondiale au SHD, et Nathalie Genet-Rouffiac, conservateur en chef au SHD, ont publié a comblé heureusement un manque évident dans la connaissance de la Résistance.

Ce sont 268 réseaux homologués – et 320 non homologués – qui y sont répertoriés et font l'objet d'une fiche associée à une carte, donnant le nom du réseau, sa mission (renseignement, action, évasion...), le nom de son ou de ses chefs, avec leurs pseudonymes, son implantation géographique, la localisation de sa centrale et celle de ses sous-réseaux, son nombre de membres, occasionnels ou permanents, sa vie et son activité, sa date de création...

Un répertoire biographique des chefs de réseaux, un index des noms de réseaux cités contribuent à faire de cet ouvrage un instrument de référence pour la recherche.

Les Réseaux de Résistance de la France Combattante. 1080 pages. Editions Economica, 39 €

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne au *Journal de la Résistance* (4 n° par an, 13 €)

Nom : Prénom :

Adresse :

Remplir très lisiblement en lettres capitales, en précisant n° de rue, et - si nécessaire - d'immeuble, d'escalier et d'appartement, code postal et localité.

Renvoyer avec votre règlement par chèque de 13 €
à l'ordre de la SARL France d'Abord

A : ANACR-Journal de la Résistance, 79 rue Saint-Blaise, 75020-PARIS

EDITION DU 70^E ANNIVERSAIRE



JEAN MOULIN - LA REUNION DU 27 MAI - LES MEMBRES DU CNR - SES STRUCTURES - LA GENESE DU PROGRAMME DU CNR - LE TEXTE DU PROGRAMME - SA MISE EN ŒUVRE - LA MEMOIRE ET LES VALEURS (48 PAGES)

L'EXEMPLAIRE : 6 €. PAR 50 : L'UNITÉ 5 € ; PAR 100 : L'UNITÉ : 4 € ; PAR 200 ET PLUS : L'UNITÉ 3 €. (PORT EN SUS)

A L'ANACR : 79 RUE SAINT-BLAISE, 75020-PARIS

CHRONOLOGIE DE LA RÉSISTANCE,
DE LA FRANCE LIBRE, DE LA GUERRE

repères
pour aborder la Résistance



Association Nationale des Anciens
Combattants et Ami(e)s de la Résistance

L'exemplaire : 3€

Par 50 : 2,5€ l'exemplaire

Par 100 : 2€ l'exemplaire

à l'ANACR, 79 rue St Blaise 75020 PARIS

LE JOURNAL DE LA RESISTANCE

FRANCE D'ABORD Rédaction - Administration
79, rue St-Blaise, 75020 Paris

Directeur de Publication : Louis CORTOT

REDACTION - ADMINISTRATION

79, rue Saint-Blaise, 75020 PARIS

Tél. : 01 44 64 90 08 - LCL : 5236 S

e.mail : journaldelaresistance@wanadoo.fr

ABONNEMENTS

France	13 €
Etranger	15 €
Abonnement de soutien	25 €
Le numéro	3,5 €

CHANGEMENTS D'ADRESSE

Prière de joindre la bande du dernier
numéro reçu et deux timbres-poste pour frais

Édité par la S.A.R.L. FRANCE-D'ABORD

Le gérant : Jean-Paul RIFFAULT

Commission paritaire des Publications
et Agences de Presse - N° 0519A06405

Imprimerie Multi Incoorpo Photo

3-5, rue de l'Atlas, 75019 Paris

Tél. : 01.40.03.96.60